



Regards globaux **pour une autre économie**



Sejtem

Crise économique, crise sociale et environnementale, chômage croissant, augmentation de la pauvreté et exclusion sociale ... Les signes des temps que nous devons vivre semblent ne pas être encourageants. Cependant, les sociétés font toujours preuve d'une grande capacité de résistance qui constitue une source d'opportunités et d'espérance. Bon nombre d'expériences dans le monde entier démontrent de quelle manière il est possible de faire de l'économie en se basant sur des valeurs telles que la solidarité, l'équité, la justice, la coopération, la participation et le respect de l'environnement.

SETEM présente dans ce livre dix de ces expériences réparties entre l'Afrique, l'Amérique latine et l'état espagnol. Des initiatives couronnées de succès, qui couvrent toutes les phases du cycle économique - production, distribution, consommation et crédit -, qui considèrent l'être humain et ses besoins comme une priorité, et dont les activités garantissent des impacts sociaux et environnementaux positifs, en plus d'une rentabilité économique.

Des rêves qui sont devenus réalité et des réalités qui nous permettent de rêver.



Pablo Guerra est l'auteur des chapitres théoriques et c'est lui qui a donné forme à l'information collectée pour les cas pratiques. C'est un des intervenants les plus importants en économie solidaire au niveau mondial. Il est professeur à la Faculté de Droit de l'Université de la République (Montevideo - Uruguay), chercheur reconnu et promoteur de divers espaces communautaires et d'expériences en économie solidaire et commerce équitable comme

l'Espace MERCOSUR Solidaire, la Rencontre Latino-américaine de Magasins de Commerce Équitable et de nombreuses initiatives dans son pays et sa région.

Regards globaux **pour une autre économie**

ÉDITION:

SETEM (www.setem.org)

RÉDACTION:

Pablo Guerra

COORDINATION:

Anna Fernández Montes

RECHERCHE:

Pablo Guerra, Clementine Servaire y Anna Fernández Montes

COMITÉ DE RÉDACTION:

Iratxe Arteagoitia, Eva Blanco, Anna F. Montes, Mónica Gómez, Silvia Ibañez, Beatriz Jiménez, Flavia Laurencich, María Martín y Marta Solano

REMERCIEMENTS:

À ASARBOLSEM, Chaine Textile Solidaire, El Salinerito, Faces do Brasil, Fiare, Fonds Afrique, Gone Rural, IDEAS, Landare, Le Gafreh, Réseau Comal, Réseau Social Kooperera, RESOPP, Som Energia, Woiyo Kondeye-Cuisines Collectives du Mali pour nous avoir fait découvrir leur expérience intéressante et nous avoir fait part de leurs témoignages

À Jordi Garcia pour son prologue inspirateur

À Aramaixo Baserrí Barri, Carlos Céspedes, Fiare, Francisco Martínez, Bibiane Tuina et Marc Vives pour avoir participé aux présentations et avoir donné un visage, une voix et des sentiments aux expériences qu'ils relatent.

Et en particulier à Pablo Guerra, pour l'enthousiasme et la diligence avec laquelle il a accueilli et réalisé ce projet.

TRADUCTION ET RÉVISION:

Muriel Pestourie et Thomas Zannoni

CONCEPTION ET MAQUETATION:

Toni Sánchez Poy

LICENCE DE:

Ce travail a été réalisé sous licence «Paternité – Pas d'Utilisation Commerciale – Partage à l'identique» 3.0 Espagne Creative Commons.

Barcelone, juin 2012

AVEC LE SOUTIEN DE:

Cette publication a été élaborée avec le soutien économique de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID). Le contenu de ce document est la responsabilité exclusive de SETEM et ne reflète en aucun cas l'opinion de l'AECID.

Índex

Présentation 6

Regards des quatre coins du monde pour une autre économie
Une autre économie est-elle possible?

Le cas des économies solidaires 8

Carte index des expériences 14

AFRIQUE

Les cuisines collectives du Mali [Mali] 16

Le Gafreh [Burkina Faso] 20

Fonds Afrique [Régional] 24

Gone Rural [Swaziland] 28

RESOPP [Sénégal] 32

AMÉRIQUE LATINE

Réseau Comal [Honduras] 36

Faces de Brasil [Brasil] 42

L'ESPAGNE

Som Energia 48

Fiare 51

IDEAS 55

Conclusions 60

Bibliographie 66

Présentation

Toute l'équipe de SETEM a la joie de partager avec vous ces pages, fruit d'un long parcours de réflexion et de lutte. Cela fait des dizaines d'années que SETEM travaille pour la transformation sociale, essentiellement centrée sur la recherche de la justice économique et de l'émancipation des personnes (producteurs, travailleurs et consommateurs).

Nous travaillons activement au renforcement de toutes les dimensions du mouvement de Commerce Équitable : sensibilisation, commercialisation et plaidoyer politique. Nous organisons des campagnes de mobilisation sociale en rapport avec la protection et l'amélioration du droit du travail des collectifs de travailleurs, avec les impacts des activités des entreprises transnationales sur la société et l'environnement, et nous menons aussi des campagnes de promotion d'alternatives économiques telles que la banque éthique ou la consommation critique et responsable... le tout, dans le but de construire une culture de la solidarité internationale respectueuse de la dignité des peuples, orientée vers l'éradication des causes structurelles des inégalités et la création d'alternatives collectives.

Toutes ces lignes de travail trouvent un dénominateur commun dans la proposition de l'Économie Solidaire, comprise comme étant l'ensemble des pratiques de production, commercialisation, consommation et crédit qui recherchent la satisfaction de besoins et le

développement intégral de l'être humain et de la communauté plutôt que la maximisation des profits. Ces pratiques s'organisent selon les valeurs de coopération, de solidarité, de démocratie, d'égalité et de durabilité. Dans ce sens, nous parlons donc de production coopérative, de commercialisation équitable, de consommation responsable et de finances éthiques.

Dans le contexte actuel de crise du système, de coupes sociales, de déprédation de l'environnement et d'exploitation humaine, il nous semble tout particulièrement utile et important de continuer à montrer qu'il existe beaucoup d'autres manières de gérer la société et l'environnement. Je citerai Eduardo Galeano qui lors de sa visite sur les places occupées l'année dernière par le mouvement des indignés, a dit qu'« il y a un autre monde dans le ventre de ce monde », et celui-ci fuit l'homogénéisation que nous impose le modèle actuel et il revêt une diversité d'initiatives de la société civile.

Cette publication vise à montrer les impacts négatifs qu'implique le modèle actuel hégémonique capitaliste basé sur des mécanismes comme le commerce international ou la dictature économique des entreprises transnationales et à confronter et à rendre visible une réalité déjà existante. En effet, des milliers d'expériences d'économie solidaire se développent aux quatre coins du monde. Elles privilégient les besoins des personnes et de l'environne-

ment dans leurs activités, génèrent une diversité d'impacts positifs qui nous permettent de confier en l'aboutissement d'un monde meilleur pour toutes et tous.

Nous tenons à partager avec vous quinze expériences réalisées sur le continent africain et latino-américain ainsi que dans l'État espagnol. Lorsque nous avons eu l'idée de créer cette publication, nous nous sommes fixés quelques axes prioritaires d'analyse, tout en supposant que nous rencontrerions des expériences qui pourraient être classées en fonction de leurs impacts sur le genre, le droit du travail, l'auto-gestion, l'écologie, la culture de consommation, les finances éthiques... L'élaboration de cette édition a été un processus d'apprentissage pour l'équipe. Par la suite, nous nous sommes aperçus qu'il était impossible de faire en sorte que cette distinction soit aussi claire. Les initiatives d'économie solidaire que nous avons connues et rassemblées sont beaucoup plus riches et complexes que le premier schéma que nous avons envisagé. En effet, toutes les initiatives génèrent des multitudes d'impacts positifs dans tous les domaines, transformant ce type d'initiatives en réponses holistiques à divers problèmes que nous affrontons en tant que communauté. C'est la raison pour laquelle, dans le troisième chapitre consacré à la présentation des cas, vous trouverez des tableaux résumant les impacts de chaque expérience ; nous y mettons en évidence les deux impacts

nous jugeons les plus remarquables pour chaque initiative.

Au travers de ces pages, nous proposons aussi de montrer que les expériences ont un degré élevé de répliquabilité si on tient compte des particularités de chaque contexte. En conséquence, il nous semble d'autant plus important de pouvoir présenter différentes initiatives à des endroits divers et de contribuer à un apprentissage commun.

Dans ce sens, nous aimerions aussi souligner l'importance du travail en réseau, comme mécanisme de travail collaboratif, horizontal et extensif qui permet au mouvement d'économie solidaire de tisser les liens régionaux et intercontinentaux qui renforcent la capacité constructive et le plaidoyer politique.

Nous espérons que la lecture de cette publication vous transmettra une bouffée d'enthousiasme. Les pages suivantes ne sont pas une compilation d'idées ni de rêves, mais elles constituent un échantillon de réalités qui sont le reflet d'une autre manière de travailler, de produire, d'être en relation et de comprendre le monde. Le changement est en train de se produire et c'est grâce à nous. Nous comptons sur vous pour y participer.

Anna Fernández Montes
Responsable de Campagnes
de SETEM Catalogne

Regards des quatre coins du monde pour une autre économie

Une autre économie est-elle possible? Le cas des économies solidaires

Crise économique, crise sociale et environnementale, chômage croissant, objectifs du millénaire non atteints en raison de l'augmentation de la pauvreté dans le monde et de la perte de références culturelles. Les signes des temps que nous devons vivre semblent ne pas être encourageants. Toutefois, l'histoire n'est pas unilatérale: nous constatons que les grandes tendances sont toujours accompagnées de tendances alternatives, toute culture hégémonique génère des contrecultures, les sociétés font toujours preuve d'une capacité extraordinaire de résistance qui constitue des notes d'espoir et ce, même dans les contextes les plus accablants. Comme le dit Marcos Arruda, «le capitalisme n'est pas la seule manière viable d'organisation, la mondialisation capitaliste n'est pas non plus la seule formule à laquelle nous pouvons aspirer». Sur le plan économique, nous pouvons observer comment face aux modèles de développement dominants, basé sur une lecture extrêmement individualiste, matérialiste et libérale du comportement humain, ont pris forme de petites expériences qui démontrent dans les faits comment il est possible de faire de l'économie en se basant sur des valeurs comme la solidarité, l'équité, la justice,

la coopération, la participation et le respect de l'environnement.

Ainsi, depuis plusieurs années, le concept d'économie de la solidarité ou d'économie solidaire s'est répandu dans le monde des idées et des pratiques économiques alternatives, pour rendre compte des nombreuses expériences de faire de l'économie (dans ses diverses phases de production, distribution, consommation et accumulation). Elles se caractérisent par la mobilisation de ressources, de facteurs, de relations économiques et de valeurs alternatives qui dominent sur nos marchés, elles font de l'être humain et de ses besoins une priorité.

S'agissant d'expériences qui reposent sur des critères alternatifs dans l'une des quatre phases de l'économie, nous nous trouvons nécessairement face à des réalités de propositions très diversifiées. En effet, nous y trouvons par exemple des coopératives, des groupes associatifs et des entreprises récupérées, des ateliers autogérés, des communautés de travail, des expériences de commerce équitable et communautaire, d'épargne éthique, de production écologique et durable, de consommation responsable, de technologies alternatives, etc.

Quelques caractéristiques d'une entreprise d'économie solidaire:

- **Démocratie:** les décisions sont prises par le groupe
- **Équité:** les droits et les devoirs sont répartis équitablement entre les membres
- **Justice distributive:** les propres membres définissent les critères de répartition en offrant une rémunération et une répartition des bénéfices de la manière la plus juste possible
- **Respect de l'environnement:** des critères écologiques guident les objectifs de l'entreprise.
- **Production de satisfacteurs:** on produit un bien ou un service qui satisfait les besoins humains réels, évitant ainsi la surconsommation.

DIMENSIONS DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Il convient de reconnaître trois grandes dimensions de l'économie solidaire: tout d'abord, il s'agit d'un mouvement qui propose une vision alternative et constructive se basant sur le concept de développement et le comportement économique. Ensuite, ce terme est un nouveau paradigme pour penser et théoriser en termes économiques. Finalement, l'économie solidaire est un ensemble de pratiques économiques qui ont vu le jour dans des communautés humaines qui se distinguent aussi bien de l'économie capitaliste que de l'économie étatique.

Ce qui caractérise le mouvement de l'économie solidaire dans le monde, c'est le fait de se mobiliser pour changer le sens donné actuellement aux processus économiques qui génèrent autant de pauvreté, d'iniquités, de chômage et de détérioration de l'environnement. Face à un tel panorama, l'économie solidaire propose un modèle de développement distinct, basé sur des expériences communautaires où ressortent les valeurs de la solidarité, de l'aide mutuelle, de l'équité, de la participation et du respect pour l'environnement.

L'économie solidaire, réunit les diverses expériences de faire de l'économie à tous les niveaux (production, distribution, consommation et épargne). Elles s'articulent autour de la solidarité comme valeur suprême.

L'économie solidaire, c'est beaucoup plus que la réunion d'expériences déterminées. Elle se veut, dans ce sens, être un courant critique de la forme et des valeurs qui dominent nos marchés. Là où règne un individualisme exacerbé, l'économie solidaire encourage le communautarisme; là où on incite à la concurrence, l'économie solidaire encourage la coopération; là où on cherche le gain, l'économie solidaire encourage un bénéfice juste; là où le matérialisme l'emporte, l'économie solidaire encourage la satisfaction de tous les besoins humains; là où on poursuit la surconsommation, l'économie solidaire encourage la consommation responsable; là où on glorifie le libre-échange, l'économie solidaire propose le commerce équitable; finalement, lorsqu'on ne parle que de croissance économique, l'économie solidaire préfère parler de développement à l'échelle humaine.

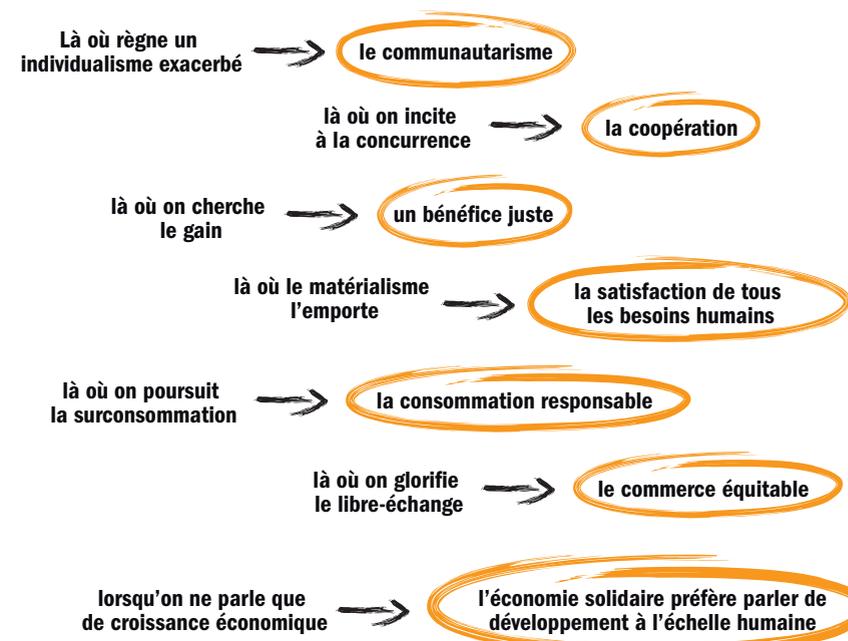
LA PERTINENCE DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE DANS UN CONTEXTE D'ÉMERGENCE SOCIALE

Nous pouvons affirmer qu'il existe deux sources concernant les origines des expériences d'économie solidaire dans le monde entier. D'une part, essentiellement dans les contextes où prévalent les valeurs post-matérialistes, les initiatives naissent dans un contexte de crise d'un modèle de développement qui prétend mettre en relation la croissance économique et le bonheur des individus. Ceci est une grossière erreur si on tient compte du fait que certaines des villes les plus riches du monde, sont des villes critiques du point de vue de la sécurité, de la protection de l'environnement, des liens communautaires et de la vie de famille. Très souvent, la richesse matérielle n'est pas accompagnée de réel bien-être. Ainsi, au cours des dernières années sont apparues de nombreuses initiatives guidées par des valeurs alternatives, visant à dépasser ce concept de développement, en mettant l'accent sur des formules économiques plus aimables vis-à-vis de la communauté et de l'environnement. En Italie, par exemple, les personnes qui participent l'économie solidaire se font l'écho de « *l'altra economia* » (l'autre économie) qui inclut essentiellement le commerce équitable et solidaire, les finances éthiques, l'agricul-

ture biologique, la consommation critique, le tourisme responsable, des expériences de recyclage de matériaux, l'énergie renouvelable, des échanges non monétaires, des systèmes de logiciel libre, etc¹.

D'autre part, en Amérique latine et en Afrique, les origines des pratiques d'économie solidaire sont distinctes. Elles naissent essentiellement dans des milieux populaires, et les initiatives ne voient pas vraiment le jour en tant qu'alternative guidée par le désir de changer la manière de faire de l'économie de nos sociétés, mais plutôt en tant que stratégie de survie encouragée soit par les communautés elles-mêmes, soit dans d'autres cas par des organisations sociales. C'est ainsi que la plupart des coopératives de production dans certains pays latino-américains sont créées, fruit de la crise d'une entreprise ; c'est le cas des entreprises récupérées ces dernières années. Par ailleurs, de nombreuses expériences attestées comme celles que nous exposerons par la suite se sont mises en place dans le cadre de projets de développement local encouragés par des organisations de la société civile². Ce qui ne veut pas dire pour autant que les valeurs alternatives ne sont pas présentes chez les personnes impliquées. En fait, il existe de nombreuses expériences notables où l'associativisme commence à devenir une simple ressource de survie, mais où la dynamique socioéconomique finit

L'économie solidaire encourage



par placer des valeurs déterminées, non seulement comme des moyens mais aussi comme des fins en soi.

L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE ET SON ORGANISATION EN RÉSEAUX

La recherche d'un travail en réseau constitue une des caractéristiques de l'économie solidaire en tant que mouvement social: elle vise à trouver un travail qui permette de gagner non seulement en termes d'efficacité éco-

nomique et corporative mais aussi en termes d'identité face aux autres formes de faire de l'économie.

Au cours de ces dernières années, de nombreux réseaux locaux, nationaux, régionaux et même internationaux ont été créés afin de renforcer le mouvement. Examinons ce qui se passe sur les trois continents où nous centrons l'analyse des cas:

Amérique latine

Parmi les réseaux nationaux, le Forum Brésilien d'Économie Solidaire (FBES) attire l'attention

¹ Cf. «Cosa è l'altra economia», Commune de Rome, août 2004.

² Au cours des dernières années, nous pouvons aussi inclure une vague d'initiatives créées et encouragées par les politiques publiques pour le développement du secteur, et surtout favorisant l'activation économique dans des contextes de pauvreté et de vulnérabilité

en raison de son niveau élevé d'organisation et de mobilisation. C'est un espace promu par la société civile où convergent des initiatives productives, des organisations de promotion et des gestionnaires publics (agents du gouvernement). Dans sa Charte des Principes, nous pouvons lire à titre de première présentation la phrase suivante:

*«L'économie solidaire ressurgit aujourd'hui comme une récupération de la lutte historique des travailleurs et travailleuses, comme une défense contre l'exploitation du travail humain et comme une alternative au mode capitaliste d'organiser les relations sociales des êtres humains entre eux et de ceux-ci avec la nature».*³

Dans d'autres pays comme l'Argentine, la Bolivie, le Chili, l'Équateur, le Mexique, le Pérou et l'Uruguay, les réseaux n'intègrent que des acteurs de la société civile, bien que dans la majorité des cas il existe un dialogue fréquent avec le système politique. Finalement, certains pays comme la Colombie ou le Venezuela, en plus de la majorité des pays centroaméricains, ont diverses organisations de promotion des économies solidaires même si elles n'ont pas encore construit de coordination unique ou de réseau national.

Au niveau supranational, en matière de réseaux latino-américains, nous pouvons

distinguer ceux qui ont essentiellement comme noyau des acteurs de l'économie réelle (organisations de production et commercialisation) et ceux qui intègrent des organisations de tout type (y compris des organisations de promotion). Parmi les premières, se distinguent la Coordination Latino-américaine et des Caraïbes de Petits Producteurs de Commerce équitable (CLAC), composée de 300 organisations dont la majorité sont des coopératives qui vendent une partie de leur production dans le cadre du commerce équitable, ainsi que le volet latino-américain de l'Organisation Mondiale du Commerce équitable (WFTO). Citons également le cas du Réseau Latino-américain de Commercialisation Communautaire (RELACC), le Réseau Latino-américain de Magasins d'Économie Solidaire et de Commerce équitable (ELAT) et la Confédération Latino-américaine de Coopératives et Mutuelles de Travailleurs (COLACOT). Parmi les secondes, se trouvent le Réseau Intercontinental d'Économie Sociale et Solidaire (RIPESS LA) et l'Espace Mercosur Solidaire (EMS). En 2009, presque tous ces réseaux ont créé un espace nommé Rencontre Inter Réseaux, dont le but est de coordonner des agendas et d'avancer davantage dans la consolidation d'un mouvement latino-américaniste d'économie solidaire faisant preuve d'une cohésion plus forte.

Afrique

En Afrique, un processus d'organisation nationale s'est aussi mis en place au niveau de réseaux bien que son dynamisme soit moins important et qu'il soit souvent encouragé par des projets de coopération internationale. Le Forum Social Mondial, avec d'importantes réunions internationales, a contribué à la création du Forum Social Africain. Le Réseau Intercontinental de Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire (RIPESS) compte aussi un réseau continental africain: RAESS, présent au Bénin, au Burkina au Faso, Cameroun, en République Démocratique du Congo, en Côte d'Ivoire, au Gabon, à l'Île Maurice, au Mali, au Niger, au Sénégal, au Togo, en Tunisie, en Algérie, au Maroc. La WFTO, quant à elle, a son volet africain, la COFTA dont font partie 70 organisations de 20 pays.

Europe

En septembre 2011, a eu lieu à Barcelone, le Congrès de Fondation de RIPESS Europe, le volet européen du Réseau Intercontinental de Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire.

Il a souligné, sur le continent, le travail de collaboration en réseaux comme l'association d'importateurs EFTA (Association Européenne de Commerce Équitable) et le volet européen de la WFTO (Organisation Mondiale de Commerce Équitable).

Dans le cas de l'Espagne, pays sur lequel nous nous sommes penchés pour montrer quelques cas pratiques, il convient de souligner

l'existence du Réseau de réseaux d'Économie Alternative et Solidaire (REAS), qui possède des réseaux dans chaque communauté autonome et la Coordinadora Estatal de Comercio Justo (CECJ), qui rassemble toutes les entités qui travaillent activement dans le mouvement de commerce équitable.

De plus, des organisations nationales et supranationales en Amérique du nord et en Asie font preuve d'un dynamisme important. Dans tous les cas, l'organisation en réseaux a permis une plus grande visibilité du mouvement et a offert des opportunités plus importantes pour l'incidence publique ou même pour l'accès à des opportunités commerciales plus nombreuses (les cas des Foires d'Économie Solidaire en Uruguay et au Brésil en sont un exemple).

Les inajournables défis politiques de l'économie solidaire dépendent donc en grande partie de la capacité à s'organiser, à tisser des réseaux, et également de la capacité des expériences alternatives à regrouper des collectifs. Comme nous le verrons par la suite, les possibilités de faire en sorte que les effets positifs de certaines expériences se répliquent ou se multiplient dépendront des circonstances politiques qui seront très difficilement créées s'il n'y pas d'articulation et d'intercoopération.

³ FBES: «Charte de Principes», sur http://www.fbes.org.br/index.php?option=com_content&task=view&id=63&Itemid=60
Accès le 17 mai 2010.

Carte index des expériences

Red Comal
[Honduras] pag. 63

Faces de Brasil
[Brasil] pag. 69

RESOPP
[Senegal] pag. 46

Las cocinas colectivas de Mali
[Mali] pag. 30

Le Gafreh
[Burkina Faso] pag. 34

[Senegal]

[Benin]

[Burkina Faso]

[Camerún]

Fonds Afrique
pag. 38

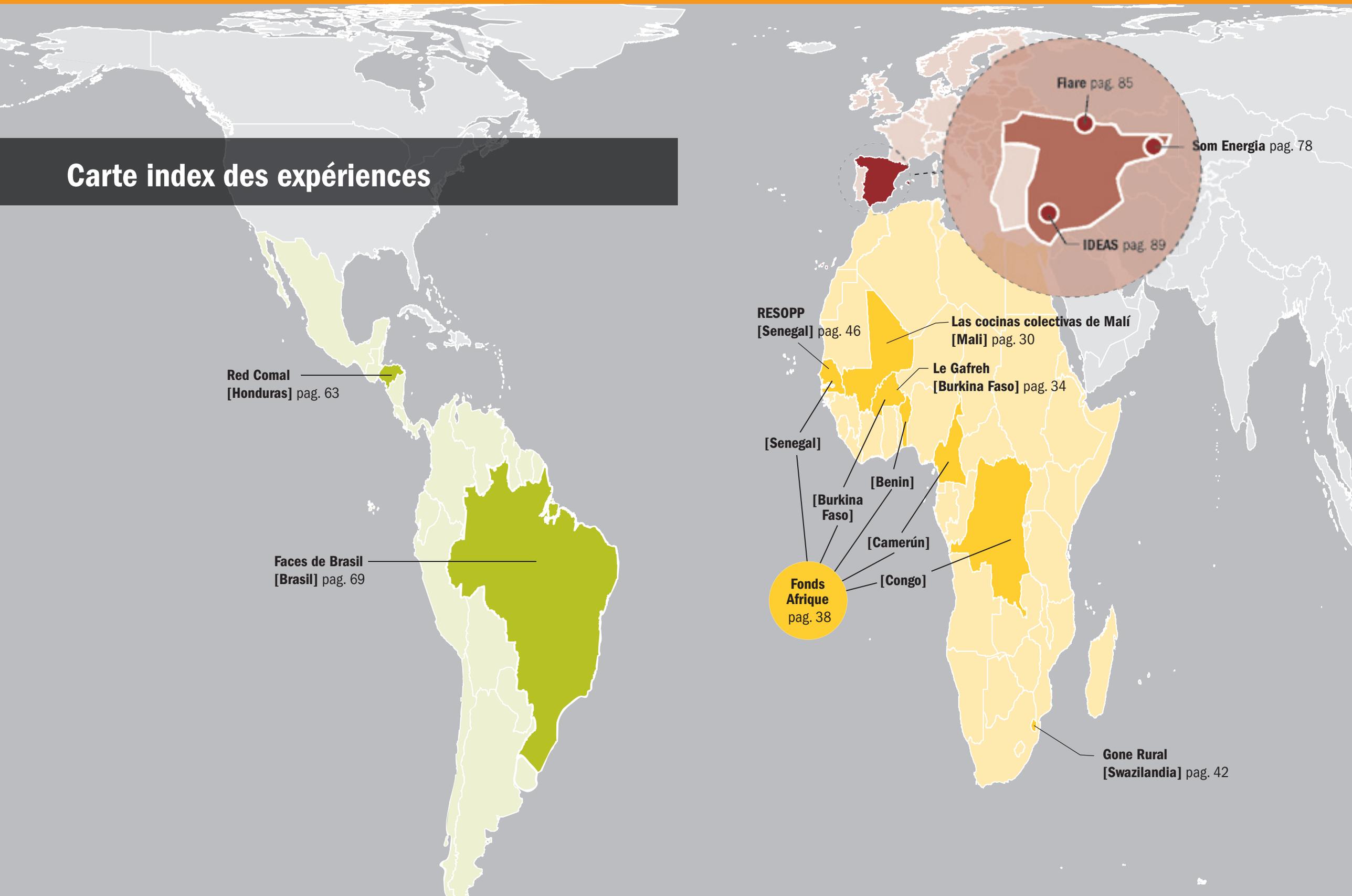
[Congo]

Gone Rural
[Swazilandia] pag. 42

Flare pag. 85

Som Energia pag. 78

IDEAS pag. 89



[Afrique]

Les cuisines collectives du Mali

Woiyo Kondeye: Espace de réflexion et d'entraide des femmes



Chiffres clés

- ✓ **62** femmes profitent des cuisines collectives du Mali
- ✓ **90** cuisinières de cantines scolaires apprennent à préparer des plats plus sains et équilibrés
- ✓ **1879** élèves améliorent leur nutrition dans les cantines scolaires.

La République du Mali a une population d'un peu plus de 15 millions de personnes répartie sur une superficie de 1.220.190 km². En raison de sa situation alimentaire déficitaire, elle est contrainte d'importer environ 125 millions de tonnes de céréales par an (données correspondant à l'année 2000). Certains des problèmes rencontrés sur place concernent la dégradation du pouvoir d'achat de la population; la faible diversité de l'alimentation qui cause de la malnutrition chronique et aigüe de 30% de la population infantile (0 à 5 ans), ceci est lié à l'apport insuffisant de protéines; les problèmes dérivés de la carence en iode; l'anémie causée par l'insuffisance de fer et le manque de vitamine C. L'espérance de vie à la naissance est de 52 ans et la mortalité infantile est de 142 décès pour mille naissances. L'analphabétisme touche 60% de la population et atteint 77% chez les femmes.

C'est dans un tel contexte qu'a été créé, il y a 15 ans, l'ONG *Woiyo Kondeye* (WK). Le nom

signifie «espace de réflexion et d'entraide des femmes» en langue Songhai, partant du constat que les femmes maliennes vivent en marge de la société à tous les niveaux.

WK soutient les actions des femmes et de leurs communautés en vue d'améliorer leurs conditions de vie et leur dignité. Elle contribue à ce que les femmes accèdent à l'information et à une bonne formation, assurant à la fois leur implication dans la vie active de la société.

Ce projet se base sur le concept de cuisine collective et sur la valorisation des produits locaux. Il vise à réduire la malnutrition et ses conséquences et à permettre aux femmes des endroits les plus pauvres d'assumer la responsabilité de la nutrition de leurs familles.

Que sont les cuisines collectives du Mali ?

Il s'agit d'un groupe de femmes enceintes et de mères de petits garçons et petites filles qui ont entre 6 mois et 5 ans, qui, accompagnées par

une personne formée en nutrition, mettent en commun leur temps, leur argent, leurs produits leurs connaissances pour préparer des plats sains, nutritifs, variés, économiques, faciles à conserver et faits à partir de produits locaux.

Tout ça est fait avec plaisir, enthousiasme et respect, comme en témoignent les participantes, dans une ambiance de partage et d'entraide. Une fois qu'elles rentrent chez elles, elles ont à leur portée des aliments nutritifs, sains et préparés pour être consommés.

Les activités réalisées dans ces cuisines collectives se veulent être un transfert de connaissances, dont l'objectif est l'autonomie des groupes de femmes. Les cuisines collectives s'adressent aux mères de famille qui ont le souci ou montrent l'intérêt de mieux connaître les aliments locaux, leurs transformations, l'hygiène et l'économie pour mieux alimenter leurs familles et accroître la sécurité alimentaire de leurs foyers.

La valorisation des produits locaux

Les activités des cuisines collectives se basent sur la préparation et la transformation de produits locaux, d'aliments très nutritifs. Il s'agit pour l'essentiel de céréales (mil, sorgo, fonio, riz, blé), légumes secs (haricots, cacahuète, soja), fruits (mangues, bananes, ananas, papayes) et légumes verts.

Ces produits sont transformés en:

- Aliments précuits locaux:
 - couscous de mil ou de riz accompagné de légumes déshydratés ou de feuilles riches en fer
 - fonio ou sorgo précuit accompagné de légumes déshydratés
 - Djonka précuit (mil fonio, une céréale très populaire au Mali)
 - Laro précuit (plat très populaire à base de sorgo) accompagné de légumes déshydratés, d'«oseille», de poissons secs ou fumés



préparés de la manière la plus hygiénique possible

- Fruits séchés (mangues, papayes, bananes, etc.)
- Purées enrichies et variées à base de céréales locales, légumes secs et produits de la récolte (Nerea, Zira)

Tout cela renforce et revalorise les bonnes pratiques existantes et encourage la consommation d'aliments locaux. La valorisation des produits locaux constitue un facteur d'implication des communautés dans l'amélioration nutritionnelle des populations, en particulier des plus vulnérables.



De cette manière, les cuisines collectives du Mali contribuent à la lutte contre la pauvreté à travers la création de postes de travail, et grâce à la transformation et l'augmentation des revenus des producteurs et des productrices locaux. Elles favorisent aussi l'amélioration de la santé de ses membres, tout comme à celle de leurs familles grâce à la consommation d'aliments sains et nutritifs.

Pour atteindre ces objectifs, l'organisation a encouragé la création de COFETPROL, une coo-

pérative formée par les femmes qui transforment les aliments.

Quel est le résultat et le futur des cuisines collectives?

La cuisine collective a considérablement amélioré les habitudes alimentaires, l'estime de soi des femmes et elle a été source de revenus grâce au service de plats préparés.

Témoignage de Founé

Founé Diarisso, 54 ans, fait partie des cuisines collectives depuis 2007.

Elle est teinturière, elle achète les tissus, les teint, les confectionne et elle les vend à Bamako.

Avec 8 personnes à la maison, il faut de l'astuce, du savoir-faire et de l'organisation pour préparer les repas, c'est précisément ce que lui a apporté la cuisine collective. «La cuisine collective m'a beaucoup apporté. Par exemple, être formée en matière de valeurs nutritives des aliments locaux. J'ai été formatrice de produits locaux mais je ne connaissais pas leurs valeurs nutritives. Maintenant, j'ai pu améliorer le régime alimentaire de ma famille. J'ai aussi appris de nouvelles techniques de transformation, comme les feuilles vertes et j'ai eu la chance d'apprendre à animer des activités de formation qui s'adressent à beaucoup de femmes.

Nous avons amélioré notre hygiène alimentaire, surtout en ce qui concerne les fruits et les légumes crus ainsi que l'hygiène corporelle (se laver les mains) qui n'était pas une pratique courante. Nous avons aussi pu réduire les dépenses en achetant en gros et en cuisinant en groupe.

Je suis passée à la télévision ! Dans le programme «Bien Manger». Je me suis sentie très fière de présenter des plats que nous avons préparés et que certaines personnes que je rencontre dans la rue me reconnaissent !

Dans la cuisine collective, nous avons l'occasion de discuter entre nous sur la préparation des plats et nous apprenons beaucoup de choses. Maintenant, lorsque je sors de chez moi, je sais que j'aurai un emploi dans la cuisine collective. De plus, la cuisine collective a contribué à augmenter mes revenus, grâce au service de plats préparés». ●

Témoignage de Foutamata

Femme de 35 ans.

Elle vient de s'inscrire à une cuisine collective pour améliorer l'alimentation de sa famille. Foutamata s'occupe d'un petit commerce de transformation de céréales: l'achat, la transformation (moulage des céréales) et la vente des céréales moulées.

«J'ai appris à transformer les céréales et à les conserver. J'ai compris que se laver les mains et que la cuisine reste propre est tout aussi important».

Grâce à la cuisine collective, elle a cessé d'utiliser des produits chimiques non nutritifs et elle utilise beaucoup plus les produits locaux. Elle a amélioré l'alimentation et l'hygiène de sa famille. ●

Impacts

Social

- ◆ Réduction du taux de malnutrition et des maladies dans les familles des bénéficiaires

Économique

- ◆ Création de groupes de transformation de produits locaux en précuits, sirops, confitures...
- ◆ Création de Coopérative COFETPROL pour la transformation des produits
- ◆ Création de points de vente d'aliments préparés et transformés

Environnement

- ◆ Développement de la culture biologique
- ◆ Réduction de l'utilisation de pesticides
- ◆ Organisation de journées périodiques sur la salubrité pour les femmes dans leurs quartiers
- ◆ Revalorisation des produits locaux et de proximité, générant moins de dépendance vis-à-vis des aliments importés

Personnel

- ◆ Développement socio-économique
- ◆ Renforcement des capacités nutritives et hygiéniques
- ◆ Amélioration du niveau des revenus
- ◆ Elargissement des relations
- ◆ Amélioration de la conscience citoyenne en participant à des événements nationaux et internationaux
- ◆ Amélioration de l'estime de soi, valorisation des capacités culinaires.

Genre

- ◆ Solidarité entre femmes en raison de la création d'un espace de partage et d'entraide
- ◆ Les femmes ont amélioré leurs habitudes alimentaires et celles de leurs communautés grâce aux connaissances acquises en nutrition et hygiène
- ◆ Amélioration des revenus des femmes grâce au service de repas préparés avec des produits locaux



[Afrique] Le Gafreh

Centre de Recyclage de Sachets en Plastique



Chiffres clés

- ✓ **117** organisations intégrées
- ✓ Plus de **5.000** femmes qui participent activement
- ✓ **60** femmes travaillent dans l'organisation
- ✓ Plus de **20** mille kilos de sachets recyclés par an

La République de Burkina Faso a une population d'un peu plus de 16 millions de personnes répartie sur une superficie de 273.600 km². Comme toute la région, elle subit les conséquences de la désertification provoquée par le manque de pluies et l'usage inadapté des techniques d'exploitation agricole. Le PIB par habitant est de 976 US\$ et l'espérance de vie à la naissance est de 48 ans. La mortalité infantile est de 105 décès pour mille naissances. L'analphabétisme s'élève à 77% de la population et atteint 87% chez les femmes. La situation de grande vulnérabilité sociale dans laquelle se trouve la femme vient du fait que cette société patriarcale ne valorise pas les contributions des femmes à la vie sociale et économique.

C'est dans un tel contexte qu'a été créé, en 1995, le Groupe d'Action des Femmes pour la Relance Économique du Houet (GAFREH) à Bobo Dioulasso, afin de contribuer à l'amélioration

des conditions de vie des femmes de la région.

Le Gafreh se propose de revaloriser la place occupée par la femme et a comme objectif de sensibiliser, regrouper et former des femmes pour qu'elles puissent pleinement jouer leur rôle dans le développement économique de la province.

Pour favoriser cette autonomisation des femmes, le Gafreh mène des actions sur 2 niveaux:

- Promotion de l'insertion économique des femmes pour garantir leur indépendance financière
- Formation des femmes en matière de connaissance de leurs droits.

En 2002, Haoua Iboulo, actuellement trésorière du Gafreh, avait des animaux à Bobo Dioulasso, ce qui apportait de petits revenus supplémentaires à sa famille. Elle en avait assez de voir les animaux

mourir à cause de l'ingestion de sachets en plastique, elle a uni une problématique aussi grave que celle de la marginalisation des femmes à celle de la pollution massive due au rejet sans discernement des sachets plastiques usagés, qui «décorent» tristement les arbres, «tuent» les sols, entravent le drainage des caniveaux et qui favorisent la stagnation des eaux et la propagation de maladies comme le choléra, la typhoïde et le paludisme... (Ils seraient la cause, selon le Ministère des Ressources Animales, de 30% de la mortalité animale)

Indignée par la quantité de sachets en plastique, Haoua a eu l'idée de les récupérer et de leur donner une valeur. Plus tard, son projet a fait l'objet d'aides de la coopération internationale. Ceci lui a permis de commencer avec une équipe de 6 femmes qui, dix ans plus tard, sont dix fois plus nombreuses à être impliquées dans les tâches de récupération, lavage, découpage, tissage et tricotage, crochet et couture. Plus de 80 types d'articles différents sont élaborés, parmi lesquels on trouve des sacs, des paniers, des porte-monnaie, des étuis pour téléphones portables, des poufs, des porte-clés, des sets de table, des poupées, etc.

En tant que membre de la WFTO⁴, le Gafreh espère développer ses débouchés commerciaux en intégrant les valeurs de dignité, rémunération juste et promotion de la femme, dans une logique d'amélioration continue des pratiques et des conditions des femmes.

Ce projet a eu un fort impact positif sur un



des problèmes les plus graves de la région. Tout d'abord, la réduction de la pauvreté puisqu'il garantit des revenus stables aux femmes et aux jeunes filles les plus défavorisées, celles-ci sont les bénéficiaires prioritaires du centre. Par ailleurs, le projet a permis l'insertion professionnelle de certaines jeunes mères, généralement exclues, rejetées par leurs familles et qui ont par conséquent de grandes difficultés pour affronter le futur.

Évidemment, la lutte contre la pollution est le deuxième impact du centre. En ramassant les sachets répandus à travers le paysage naturel et urbain et en les recyclant, les femmes contribuent à l'assainissement et à la lutte contre ce que le Ministère de l'Environnement du Burkina Faso appelle «le grand désastre du déchet des sachets en plastique».

Finalement, le projet favorise l'éducation des femmes et la promotion de leurs droits grâce aux diverses formations que propose le Gafreh en matière de code des personnes et de la famille.

4 Organisation Mondiale de Commerce Équitable (World Fair Trade Organization)

Témoignage de Fatimata Zouré

Fatimata Zouré, 33 ans, elle travaille depuis 3 ans dans le Centre.

«Je suis mère de famille, nous sommes six à la maison. Le matin, je m'occupe des tâches ménagères quotidiennes avant d'aller au Centre. Je monte le métier à tisser et je peux commencer à travailler.

J'ai deux heures pour déjeuner, entre 12h et 14h et je rentre à la maison à 17h30 pour m'occuper de ma famille.

Depuis que je travaille au Centre, je peux aider mon mari avec les charges de la famille. Notre niveau de vie a augmenté. Grâce à cela, je peux acheter de petits cadeaux à mes enfants et à mon mari le jour de leur anniversaire et participer aux œuvres sociales. Le Gafreh a beaucoup apporté à la communauté. Le ramassage des sachets a permis d'assainir la ville et de lutter contre la pollution. De plus, il donne du travail à de nombreuses femmes, ce qui permet de lutter contre la pauvreté.

Ma vision du Commerce Équitable est que tout le monde a un rôle à jouer. Pour ce qui est de l'économie solidaire, celle-ci implique la participation de tous. ●

Témoignage de Haoua Ibouldo

Directrice du Centre

«Grâce au recyclage, les femmes peuvent vivre bien. Leurs enfants sont scolarisés et elles vont à des classes d'alphabétisation financées par le Centre.

Il est important d'éduquer les femmes pour qu'elles puissent gérer leurs activités. Nous n'avons pas voulu embaucher d'hommes pour s'occuper de la gestion, ce sont les femmes qui s'en chargent. Comme les hommes ont reçu une meilleure formation, ils nous asserviraient.

Grâce aux bénéfiques, nous avons pu obtenir des documents d'identité pour les femmes qui n'en avaient pas et acheter des bicyclettes pour celles qui vivent loin du Centre.

Aujourd'hui, notre objectif est d'augmenter les ventes, faire en sorte que le projet soit durable et augmenter les activités afin d'être en mesure d'offrir des opportunités au plus grand nombre de femmes possible.

Nous voulons que les femmes occupent le lieu qui leur correspond dans la société, qu'elles luttent pour leurs droits et qu'elles soient mieux valorisées. C'est pourquoi le Gafreh organise de nombreuses campagnes de sensibilisation.

Nous avons aussi souhaité créer un centre de formation pour les femmes et construire notre propre centre de recyclage, pour ne plus jamais avoir à payer de loyer.

La solidarité entre femmes est essentielle. Lorsque nous sommes ensemble et que nous concrétisons nos propres idées, nous pouvons progresser. C'est comme ça qu'on commence à soulever des montagnes.» ●

Impacts

Personnel

- ◆ Amélioration des revenus
- ◆ Elargissement des relations
- ◆ Amélioration de la conscience citoyenne en participant à des événements nationaux et internationaux
- ◆ Augmentation de l'estime de soi et de l'autonomisation.

Environnement

- ◆ Processus de production basé sur le recyclage de sachets en plastique, une des sources de pollution les plus importantes du pays.
- ◆ Plantation d'un petit bois d'anacardiers

Social

- ◆ Le modèle d'activité économique, qui combine dimensions sociales et économiques, a permis de réduire la pauvreté.



Économique

- ◆ Mise en route de programme de microcrédits
- ◆ Formation en matière de micro entreprise dirigée aux femmes

Genre

- ◆ Les femmes ont obtenu une reconnaissance sociale
- ◆ Formation à des milliers de femmes en matière de droits
- ◆ Conseils pour régulariser la situation matrimoniale des femmes (l'absence de réglementation contribue à leur vulnérabilité)
- ◆ Augmentation du nombre de femmes occupées dans les entreprises
- ◆ Amélioration des revenus des femmes grâce au développement acquis grâce à l'initiative.

[Afrique]

Fonds Afrique

Fonds Afrique,
initiative de finances solidaires

Chiffres clés

- ✓ **260** mille euros générés par les épargnants solidaires investis dans 13 projets d'entreprises.
- ✓ **4** pays africains participent aux Fonds
- ✓ Entre **50** et **100** entreprises accompagnées pendant un an.



Le Fonds Afrique est un bon exemple de solidarité économique internationale entre épargnants (dans ce cas des Français) et entrepreneurs (dans ce cas des Africains). Créé en 2005 par la société coopérative Garrigue (France), il travaille en apportant un fonds de capital risque géré par l'Association Tech Dev (dont le siège est à Paris), et il s'adresse à de petites entreprises d'utilité sociale qui ne bénéficient normalement d'aucune possibilité de financement bancaire avec les systèmes de crédit traditionnels. En 2006, les 43 épargnants actionnaires ont réussi à constituer un capital de 65 mille euros.

Le système se base sur la présence de membres institutionnels représentatifs d'entreprises d'utilité sociale dont le siège se trouve dans certains pays africains. Ces membres sont: le Bureau d'appui

aux artisans (Bénin), l'ICDE (Burkina Faso), la Maison de l'Entreprise du Cameroun (Cameroun), le Forum des Jeunes Entreprises du Congo (Congo) et le Baobab des Saveurs (Sénégal).

Le système particulier d'investissement consiste à orienter une partie de l'épargne de la coopérative vers des fonds qui privilégient le caractère socialement utile de ceux-ci, sans rechercher la maximisation des bénéfices financiers. Les épargnants qui sont membres sont informés de l'utilisation qui sera faite de leur argent, ils savent qu'ils ne réalisent pas un placement spéculatif et font confiance au gestionnaire du Fonds pour maintenir la valeur initiale de leur épargne et ainsi ne pas afficher des pertes en valeur nominale au moment où ils décideront de retirer leur argent.



Fonds Afrique investit dans de petites entreprises de grande utilité sociale dans leur pays. Une entreprise qui souhaite recevoir un crédit de Fonds Afrique doit répondre à des critères d'économie sociale et de respect de l'environnement. Elle doit être d'utilité collective (création de postes de travail et gouvernance éthique), valoriser les ressources naturelles locales et vendre ses produits prioritairement sur le marché local et pas exclusivement en les exportant.

Si la demande de financement de l'entreprise africaine est acceptée suite à une étude approfondie du comité de risques de Fonds Afrique, la société coopérative Garrigue procède à un investissement d'entre 15.000 et 30.000 euros, pour une durée de 5 ans minimum.

Il existe 2 manières de procéder

- Apport minoritaire en capital (inférieur à 30% du capital de l'entreprise), ce qui représente près de 20% de l'investissement
- Apport sur le compte courant des associés et associées, remboursable en 2 ou 3 ans, avec un différé de 12 à 18 mois et un intérêt moyen de 7,5%. En tant qu'associé, Garrigue ne demande aucune garantie.

De cette manière, l'entreprise «soutenue», grâce à l'accompagnement de Tech Dev, peut mener à bien son activité tout en restant autonome.

Dans l'actualité, on compte sur l'appui de plus de 150 épargnants et épargnantes qui ont souscrit à Fonds Afrique, et 13 entreprises reçoivent des fonds pour un total de 260.000 euros.

Témoignage de Cooperativa Cuba Libre (Congo)

Coopérative bénéficiaire par fonds Afrique

Né en 1970 au Congo, Parfait Kissita fait ses études secondaires et supérieures à Cuba, et obtient son diplôme en technolo-

gie Agro-alimentaire à l'Institut Polytechnique Idilio.

Il démarre son parcours professionnel en 1994, en mettant en place une petite unité informelle de transformation agro-alimentaire à Brazzaville dénommée COPRAC (Conservation des produits Agricoles du Congo) et qui produit des



Témoignage de Cooperativa Cuba Libre (Congo)

sirops, jus, confitures et conserves de légumes.

En 1998, les activités de l'entreprise sont interrompues à cause de la guerre civile mais reprendront cinq ans plus tard, à plus petite échelle, dans la ville de Pointe-Noire. En 2005, avec l'aide d'un partenaire congolais, il crée une coopération agricole dénommée Cuba libre, dont les produits "phares" sont le jus de gingembre et les cocktails de fruits (passion, mangue, oseille). L'ambition est de revaloriser un secteur vital pour le pays, mais totalement laissé pour compte, la transformation des fruits, en trouvant les moyens de sécuriser les revenus des producteurs et de valoriser les excédents de production.

Parfait KISSITA affirme avec conviction sa volonté de contribuer au développement économique et social de son pays: *"le Congo importe en quantités importantes des produits transformés tels que les jus de fruits, en provenance d'Asie et d'Europe, alors que les terres du pays sont fertiles et propices à la production agricole et que le taux de chômage est très élevé. Conscient de ce paradoxe, nous avons décidé de contribuer au renforcement du secteur agro alimentaire congolais et à la création d'emplois par la valorisation des produits agricoles locaux. La transformation des fruits et légumes permet également de sécuriser les revenus des producteurs et de valoriser les excédents de production. Les matières premières que nous utilisons sont naturelles (pas de conservateurs, d'épaississant, de colorants chimiques) et cultivées au Congo"*.

Parfait KISSITA croit au marché potentiel de son entreprise et il a de l'ambition. Pour

répondre à son besoin de financement, il fait appel au Fonds Afrique. Avec son partenaire J.B ITOUA, ils décident en 2007 de "formaliser" l'entreprise et de se constituer en Sarl pour pouvoir ouvrir leur capital à GARRIGUE à hauteur de 20%, soit un apport en capital de 1906€. Cuba Libre bénéficiera en plus d'un apport de 12204€ en compte courant d'associé, remboursable sur 36 mois avec 9 mois de différé. Ce financement solidaire va permettre à l'entreprise de relever quatre défis majeurs : la commercialisation, la technologie, l'approvisionnement et l'hygiène alimentaire.

En ce qui concerne le défi commercial, avant l'obtention du crédit, Cuba Libre faisait face à un réel problème de fonds de roulement, l'empêchant de produire normalement, générant de fréquentes ruptures de stock et nuisant ainsi à l'image de la société. Sur le plan technologique, Cuba Libre a pu améliorer la qualité de ses produits grâce à l'acquisition d'un PH mètre et a acquis un moteur thermique, accouplé au broyeur, pour être autonome en énergie et ne pas subir les coupures d'électricité. Pour ce qui est du défi d'approvisionnement, grâce aux conseils du FORUM DES JEUNES ENTREPRISES DU CONGO, ils ont pu mettre en place une coopérative d'approvisionnement des produits agricoles, afin de garantir une production en continu. Et s'agissant enfin de l'hygiène alimentaire, Cuba Libre a réalisé grâce au crédit un atelier de production moderne, aux normes d'hygiène de l'industrie alimentaire, des sanitaires, un magasin de stockage et un bureau pour l'administration.

La démarche de l'entreprise est remarquable et sa réussite pourra avoir valeur d'exemple ; comme le dit Parfait KISSITA *"Les insti-*

tutions de microfinance congolaises ne sont pas à même de répondre aux besoins d'une société telle que la nôtre... Au Congo, le passage d'un artisan au statut de SARL est très difficile. Si par le truchement du Fonds Afri-

que, ce rêve pouvait devenir réalité, cela nous ferait vraiment plaisir. Nous espérons que notre expérience pourra bénéficier à d'autres entrepreneurs et leur faire connaître le Fonds Afrique".

Impacts

Social

- ◆ La population accède à des services financiers jusque là inexistant
- ◆ Un suivi de l'impact social concernant chaque entreprise intervenant est réalisé
- ◆ Soutien d'entreprises d'utilité sociale

Économique

- ◆ 260 mille euros investis dans de petites entreprises de 4 pays différents
- ◆ Création d'emplois basés sur les matières premières locales et les mécanismes locaux de commercialisation

Personnel

- ◆ Projets personnels et associatifs qui voient leur aboutissement grâce à des crédits
- ◆ Épargnants qui canalisent leur épargne dans une perspective éthique

Environnement

- ◆ Les variables environnementales font partie de l'analyse de crédit
- ◆ Tev Dech accompagne notamment les initiatives dans l'amélioration des impacts sur l'environnement



[Afrique]

Gone Rural

Revenus stables pour femmes artisanes du Swaziland



Chiffres clés

- ✓ **760** femmes artisanes reçoivent régulièrement des revenus
- ✓ **30%** des bénéfices sont redistribués entre les adhérents et adhérentes
- ✓ **30%** des bénéfices sont canalisés par l'ONG pour des programmes éducatifs et de santé.

Umbuso wakaNgwane ou Royaume du Swaziland (l'ethnie swazi y est majoritaire: 83% de la population) est un petit état de 17.200 km² et d'environ 1 million d'habitants. Traditionnellement exportateur de minéraux, il produit aussi des aliments en dépit des problèmes d'érosion provoqués par le surpâturage et le manque d'eau potable. Le PIB par habitant est de 4.500 US\$ bien qu'il existe un taux élevé de mortalité infantile (101 pour mille) et une espérance de vie à la naissance d'à peine 38 ans, conséquence entre autres, de la pandémie de sida qui fait du Swaziland un des pays avec les taux les plus hauts de population porteuse du HIV (18%).

C'est dans un tel contexte qu'a été créée, en 1992, Gone Rural, une entreprise fondée dans le but de garantir des revenus stables aux femmes des communautés rurales du pays. Ce qui a démarré comme un petit projet impliquant

une trentaine de femmes a pris une envergure internationale, fournissant du travail à 760 femmes et distribuant leurs produits dans le monde entier.

Gone Rural appartient à WFTO depuis 2006 et elle s'inscrit dans une logique de durabilité, garantissant ainsi une utilisation responsable des ressources naturelles. Toutes les matières premières utilisées sont naturelles, réutilisables ou recyclables.

La «lutindzi» est une herbe fibreuse qui pousse sur les rochers des montagnes. De goût amer et ayant une texture dure, l'herbe n'est pas attractive pour le bétail. Récoltée en janvier, les racines restent intactes, assurant ainsi la croissance de l'année suivante.

Le «sisal» est une mauvaise herbe «envahissante», ramassée tout au long de l'année et qui se régénère lorsque son cycle de croissance est achevé.

Les femmes ramassent ces herbes, les gardent chez elles et les vendent pendant l'année à Gone Rural, où elles seront teintées et séchées. Gone Rural visite toutes les 3 semaines ces groupes de femmes travailleuses pour vérifier la qualité.

Les femmes sont payées pour le travail réalisé et elles-mêmes définissent le nombre de produits qu'elles s'engagent à fabriquer jusqu'à la prochaine visite. En fonction des commandes auxquelles elles s'engagent, on leur attribue la quantité de paille teintée nécessaire à la production et à la conception des produits. Ce fonctionnement permet aux femmes de travailler à domicile et de conserver leur mode de vie traditionnel, tout en ayant des revenus. Elles sont libres de s'occuper de leurs enfants et elles exercent souvent un travail complémentaire avec l'agriculture de subsistance.

Les produits fabriqués à partir des pailles teintées sont essentiellement des paniers, des objets de décoration ou des sets de table, tous de très bonne qualité, avec un grand sens de l'esthétique et suivant les tendances actuelles.

Pour diversifier l'offre, Gone Rural a introduit d'autres matériaux comme l'argile, la céramique, le verre recyclé et le métal, et a créé des chandeliers, des plats et autres objets d'artisanat. Elle a aussi développé une nouvelle ligne appelée «Recyclage», pour utiliser les déchets comme les bouteilles et sachets en plastique usagés.

Pour Gone Rural, l'innovation et le design sont essentiels pour maintenir le dynamisme dans la collection de produits.

Ainsi, lorsqu'un nouveau produit est créé, un groupe de femmes est constitué et celles-ci seront par la suite les formatrices de toutes les femmes des ateliers.

Développement communautaire

En 2006, l'entreprise crée une association sans but lucratif, «Gone Rural boMake», pour soutenir les fem-

mes et leurs communautés en matière d'éducation, de santé et de besoins sociaux.

Tandis que Gone Rural génère des revenus pour les femmes, l'association complète ce travail en réalisant des programmes d'amélioration du bien-être des bénéficiaires et du respect des droits des femmes: sensibilisation et soin pour le sida, bourses scolaires, hygiène et



assainissement, autonomisation des femmes et développement communautaire.

Gone Rural boMake participe aussi à la transformation de groupes de productrices en coopératives, ceci permettra de mener à bien des activités de micro-finances, en offrant des services d'épargne et des microcrédits aux femmes.

Le modèle de gestion entrepreneuriale

Outre l'effort pour contribuer au développement économique et social des communautés, ce qui fait de Gone Rural une entreprise atypique, c'est la participation de toutes au succès: un tiers des bénéfices est versé à l'association pour des programmes de santé et d'éducation des femmes et de leurs familles.

Un autre tiers est réparti entre les travailleuses pour couvrir les frais de transport et offrir des prêts. Le tiers restant est utilisé pour développer l'entreprise.

Les femmes sont représentées dans le bureau des artisanes où sont décidées les stratégies et les politiques, garantissant leur participation active dans la prise de décisions, y compris la détermination des prix. Les marges sont fixées de manière participative; par exemple, pour un panier, la marge sera de 51% et celle d'un set de table sera de 47%.

Outre la génération de revenus stables pour les femmes, l'évolution des villages où travaille Gone Rural est remarquable: écoles, magasins, cliniques et micro-entreprises pour la vente de vêtements d'occasion ou de produits cuisinés ont fleuri tout autour des groupes d'artisanes.

L'autonomisation des femmes est sans aucun doute un facteur de développement. Pour encourager les femmes à prendre en main leur futur, Gone Rural a organisé au cours des dernières années des cours de formation sur ces thèmes.



Témoignage de Mónica

Monica Shongwe, travailleuse depuis 1999

Née en Afrique du sud, elle s'est installée au Swaziland après son mariage. Elle et les deux autres épouses de son mari au chômage, élèvent elles-mêmes leurs 25 garçons et filles.

Monica travaille dans la fabrication d'artisanat et elle s'occupe aussi les weekends du magasin de GoneRural.

Le travail à GoneRural lui a permis de connaître d'autres femmes avec qui elle épargne pour acheter du riz au détail et de l'huile. De plus, elle travaille dans un petit jardin potager où elle cueille des légumes.

Gone Rural est le seul revenu de Monica. «Je suis très heureuse de mon travail, étant donné qu'il me procure liberté et protection, quelque chose que je n'avais pas quand j'étais vendeuse de légumes au marché.» ●

Impacts

Social

- ◆ La communauté a vu naître de nouvelles initiatives et des services sociaux
- ◆ Génération de conscience de travail de groupe
- ◆ Les savoirs artisanaux sont conservés et améliorés
- ◆ Fort caractère participatif dans la proposition de gestion d'entreprise

Économique

- ◆ Commercialisation sur le marché extérieur des produits artisanaux
- ◆ Économies grâce au système d'achat en groupe
- ◆ Accès au microcrédit

Personnel

- ◆ Productrices et ouvrières parviennent à réaliser un travail continu
- ◆ Amélioration de la qualité de vie des femmes

Environnement

- ◆ Les produits manufacturés répondent à des standards de durabilité
- ◆ Exploitation de plantes non alimentaires, ce qui n'affecte donc pas la sécurité alimentaire des animaux

Genre

- ◆ Reconnaissance et autonomisation des femmes
- ◆ 760 femmes reçoivent des revenus réguliers pour leurs tâches



[Afrique]

RESOPP

Union Coopérative du Réseau d'Organisations Paysannes et Pastorales du Sénégal

Chiffres clés

- ✓ **28** coopératives associées
- ✓ **35.000** membres vivant du travail rural et organisés en coopérative
- ✓ **48%** sont des femmes



La République du Sénégal a une population de plus de 13 millions d'habitants et elle s'étend sur 196.720 km². Avec approximativement seulement 12% de ses terres arables, et souffrant des phénomènes de sécheresse et de désertification, le pays est dans l'obligation d'importer des céréales pour alimenter sa population. L'espérance de vie à la naissance est de 57 ans et la mortalité infantile est de 137 décès pour mille naissances. Le taux d'analphabétisme s'élève à 61% de la population et atteint 71% chez les femmes.

Au Sénégal, les coopératives se sont développées dans le secteur agricole qui a été sous forte tutelle de l'État durant la période située entre 1960 et 1980 et basé sur un modèle collectiviste. En conséquence, les populations percevaient les coopératives comme des instruments de planification de l'État plus que comme un outil de développement à leur service.

Néanmoins, les difficultés économiques conduisent à un changement de cap et à un re-

trait de l'État en ce qui concerne son rôle dans l'économie. Ces faits affectent la survie de nombreuses coopératives, bien que quelques-unes parviennent maintenant à assurer la continuité et qu'elles ont une plus grande autonomie vis-à-vis de l'État. Actuellement, le Sénégal compte quelques 4.000 coopératives et un total de 2 millions de membres. Dans un document récent de Politique Nationale de Développement Coopératif du Sénégal, le gouvernement affirme sa volonté d'encourager la création d'entreprises coopératives, convaincu que celles-ci et d'autres expressions de l'économie sociale et solidaire sont les outils privilégiés pour la création de richesses, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Les caractéristiques de RESOPP

L'union des coopératives de la RESOPP montre comment l'outil coopératif peut soutenir le développement économique du monde rural. Créée en 2002 et établie légalement à partir

de 2008, elle a pour but d'améliorer la qualité de vie des paysans et des personnes chargées du pastoralat qui sont organisés en coopératives.

RESOPP est une union de 6 coopératives, gérant les organisations de base au niveau des communautés rurales, réparties en 28 antennes coopératives. Le nombre de membres est variable d'une coopérative à l'autre, allant de 2.500 à 8.000 personnes.

Au 1er janvier 2011, RESOPP comptait 35.000 membres.

Les coopératives rurales du RESOPP ont pour but de faciliter à leurs membres l'accès aux matières premières, à l'équipement, aux infrastructures de stockage et de transformation, aux services de commercialisation et à l'appui technique à tous les niveaux. Elles disposent de fonds de roulement pour la production et la commercialisation, leur permettant de fournir à se base sociale des produits à crédit et de commercialiser leurs excédents de production au moment opportun.

Il s'agit donc de soutenir de façon intégrée les filières céréalières, agricoles et de production animale.

RESOPP et le développement local

Dans chaque village qui appartient au système Resopp, la coopérative dispose d'une section rurale visant à assurer des services de proximité à ses membres et à faciliter leur participation à la gestion. La section rurale est la cellule de base d'une coopérative. Elle a une structure démocratique de participation communautaire qui regroupe l'ensemble des membres du village ou d'un groupe de villages.

Les sections sont aussi la base des activités d'éducation et de promotion de la coopérative. Elles sont chargées des activités spécifiques dans certains secteurs comme l'octroi de crédits, l'épargne, la gestion des semences, la production



et la commercialisation de nouveaux produits, la gestion de programmes d'équipements collectifs et de l'organisation féminine du village.

RESOPP et le développement avec équité

La *Dynamique Féminine* est le lieu d'expression des femmes du RESOPP. Jusqu'en 2010, elle comptait 17.000 membres, soit 48% du total de la base sociale. Elles sont, de plus, équitablement représentées dans toutes les instances du système.

Le RESOPP permet aux femmes de gérer des activités génératrices de revenus individuels au sein de l'économie familiale (petit élevage, aviculture, petit commerce...) ou d'activités collectives (gestion de mixeurs, moulins et unités de transformation). Le soutien aux coopératives à travers le financement de l'activité économique et le renfort des capacités ont leur axe dans le développement d'un entrepreneuriat féminin significatif dans les zones rurales, suivant la logique de l'auto-autonomisation.

La *Dynamique Féminine* garantit la cohésion et la solidarité des femmes membres du RESOPP, favorise l'appropriation de l'institution par celles-ci et leur implication dans les organes de direction (assemblées générales et conseils d'administration).

Finances solidaires

Face au besoin de répondre à la problématique d'accès au financement, le RESOPP a créé une coopérative d'épargne et de crédit (COOPEC-RESOPP) en 2007, garantissant tous les services de micro-finances aux membres de ses coopératives. Ainsi, COOPEC-RESOPP a une succursale dans chaque coopérative.

La COOPEC assure le financement de campagnes agricoles de petits producteurs et

productrices, des activités génératrices de revenus des femmes de la *Dynamique Féminine*, de la réalisation d'investissements de la part des particuliers ou de collectifs dans le bétail, la transformation et la commercialisation de produits divers. Enfin, elle soutient le financement d'opérations d'approvisionnement et de commercialisation de ces mêmes coopératives.

Témoignage de Fatim

Fatim Diop, 65 ans. Membre de la Coopérative Rurale de Pambal

Veuve et avec 15 personnes à charge à la maison, Fatim doit mener à bien plusieurs activités pour subvenir aux besoins de sa famille.

«Je fais de l'«embouche» (engraissement de bétail) et du petit commerce. Lorsqu'arrive l'époque, je vends des mangues et je transforme des cacahuètes en huile. Avec le groupe de femmes de mon village, nous gérons un moulin pour faire de la farine de cacahuète, de mil ou de maïs. C'est un comité et un meunier qui sont en fait chargés de la gestion.

Chaque jour, une femme différente accompagne le meunier pour mesurer les quantités à moudre et recevoir le paiement des personnes qui viennent moudre leurs céréales.

C'est RESOPP qui a mis le moulin en service pour nous. Au début, il s'agissait d'un crédit, mais toutes les femmes du village ont payé pour que le moulin soit à nous, c'est maintenant le cas.

Beaucoup de personnes de villages lointains viennent pour moudre leurs céréales dans notre moulin.

Depuis que j'appartiens à la coopérative, mes activités se sont améliorées étant donné que j'ai pu demander un crédit à COOPEC. J'ai pu acheter au début quelques brebis et des mangues et ça m'a bien aidé.

En fait, j'ai eu des problèmes seulement une fois pour rembourser le prêt, lorsque mon mari est mort.

De toute façon, je pense que les crédits qui nous sont donnés ne sont pas suffisants si on veut réaliser de grandes activités.

La coopérative est un bon système, mais l'octroi de crédits est lent. Je crois que si tu as bien payé tu devrais pouvoir obtenir un autre crédit rapidement, ce qui ne se passe pas comme ça actuellement, parce que tu dois attendre que ton dossier soit accepté. Mais c'est un bon système puisqu'il permet aux pauvres qui n'ont rien d'avoir quelque chose».

Impacts

Social

- ◆ Génération de liens de solidarité entre petits producteurs et productrices, ainsi que les paysans
- ◆ Sauvetage de coopératives autonomes et contribution au renforcement du mouvement coopératif
- ◆ Création d'un centre de formation coopérative
- ◆ Caractère fortement participatif de l'organisation coopérative

Économique

- ◆ Amélioration des revenus des producteurs et productrices
- ◆ Création d'infrastructure productive
- ◆ Accès au crédit par le biais de la coopérative
- ◆ Amélioration des capacités de production et commercialisation

Personnel

- ◆ Amélioration des revenus
- ◆ Elargissement des relations
- ◆ Amélioration de l'estime de soi.

Genre

- ◆ L'expérience possède un espace spécifique pour le développement d'une perspective de genre ("*Dynamique Féminine*")
- ◆ Les femmes représentent presque la moitié de la totalité des membres

Environnement

- ◆ Contribution à l'amélioration des infrastructures hydrauliques
- ◆ Distribution géographique qui garantit la diversité de la production



[Amérique latine]

Réseau Comal

Réseau de Commercialisation
Communautaire Alternative, Honduras.



Chiffres clés

- ✓ **516 tonnes** de canne à sucre ont été transformées en 2010
- ✓ **978.000 dollars** de ventes brutes atteintes en 2010.
- ✓ **1.041.000 dollars** d'actifs générés en 15 ans de travail communautaire.

La République de Honduras est un pays qui compte 8 millions d'habitants répartis sur une superficie de 112.090 km². Son territoire essentiellement couvert de montagnes et de forêts abrite sur la zone littorale la plus grande production bananière de toute la région. Par ailleurs, le sud offre ses autres principales ressources à savoir le café, le tabac et le maïs. Ce dernier, tout comme pour les premiers peuples mayas, occupe une importance cruciale dans la culture alimentaire de la société actuelle dans son ensemble. Après les années quatre-vingt, où les gouvernements successifs privilégiaient les intérêts nord-américains et où toute mobilisation sociale était fortement réprimée, les années quatre-vingt-dix, quant à elles, se sont caractérisées par l'ouverture économique et les politiques néolibérales. L'économie affaiblie et les très hauts niveaux de pauvreté ont été encore plus accentués suite au passage fugace de l'ouragan Mitch (1998) qui

s'est soldé dans le pays par 14 mille morts et des dommages matériels estimés à plus de 5 mille millions de dollars. La succession démocratique des gouvernements est abruptement interrompue en 2009 lorsque le Président Manuel Zelaya est destitué par un coup d'état.

Le Honduras est le troisième pays le plus pauvre d'Amérique latine. La mortalité infantile est de 42 pour mille, tandis que le PBI par habitant est de 2.876 U\$S (données relatives à l'année 2004). La pauvreté atteint 60% de la population (données relatives à 2011) alors que la pauvreté extrême touche 40% des habitants.

C'est dans sur fond de politiques néolibérales et d'ouverture qui ont entraîné l'importation d'aliments subventionnés par les EUA et qui a généré une grande crise parmi les petits producteurs et productrices, qu'un groupe d'organisations paysannes, indigènes et d'artisans ont commencé à se réunir entre 1993 et 1995 pour définir la création

d'un réseau de petits producteurs et agriculteurs. Ce sont les débuts du Réseau de Commercialisation Communautaire Alternative.

Qu'est-ce que le Réseau Comal?

Le Réseau COMAL est une association d'organisations de petits producteurs et productrices du Honduras. «Comal» dans la langue náhuatl fait référence à un instrument de cuisine traditionnelle (la plupart du temps en céramique), en forme d'assiette servant à faire cuire et/ou réchauffer les populaires tortillas de maïs.

40 organisations participent au réseau et approximativement 200 groupes communautaires consacrés à la production agricole, à l'agro-industrie, à la gestion de micro-initiatives et magasins communautaires pour l'approvisionnement d'aliments et de biens de base.

La structure organisationnelle de COMAL s'articule autour d'une assemblée de producteurs et de productrices élus lors d'assemblées régionales, d'un conseil d'administration, de six comités régionaux et d'une équipe technique. L'assemblée nationale est l'organe politique de prise de décisions à laquelle participent des représentants des organisations affiliées à COMAL. L'assemblée nationale élit le conseil d'administration tous les deux ans.

La structure commerciale et solidaire

Le réseau a construit au fil des années une organisation solidaire qui inclut une entreprise de commercialisation, une école d'économie solidaire, un ensemble de magasins, des zones spécifiques pour l'amélioration du produit et même un système d'échanges basé sur une monnaie propre. Analysons plus en détails ces composantes:

- L'Entreprise de Commercialisation Alternative et Solidaire (ECOMAS) est chargée de la commercialisation des produits agricoles et des biens de consommation de base élaborés



par les membres. Elle est dotée d'un système d'approvisionnement et d'Unités Régionales de Ventes en gros (URM), en plus de magasins communautaires. Elle encourage le commerce grâce à des ventes sous chapiteau, des foires et lors d'une grande foire agricole annuelle.

- L'École d'Économie Solidaire (ECOSOL) cherche à contribuer à l'amélioration de l'économie paysanne par le biais d'un processus de renforcement des capacités et de formation. Elle possède une équipe d'éducateurs et d'éducatrices populaires qui prend en charge la population affiliée dans les différentes régions que couvre le réseau.
- Le Département de Développement de Produits (DDP) est l'organisme qui accompagne la population affiliée dans les initiatives entrepreneuriales de développement de produits ainsi qu'en matière de conseil technique, d'emballages et d'emballages, de démarches juridiques, d'image commerciale de produits, d'amélioration de l'aspect de proximité du produit et de conditions que les produits doivent remplir pour accéder au marché. Ses



domaines de travail sont: a) l'Unité d'Agro-industrie, chargée de travailler avec les entreprises sociales sélectionnées pour le développement de leurs produits ayant un caractère industriel. Elle donne un soutien pour la formule du produit, le processus de production, les normes de température et hygiène, la sécurité du travail, l'élaboration de l'image commerciale, les emballages et emballages et elle s'occupe du suivi des démarches juridiques nécessaires pour la commercialisation des produits; b) l'Unité de Soutien à la Production Agricole, accompagne les producteurs et les productrices dans leurs tâches agricoles en les conseillant en matière de processus de production, en formant et en mettant en œuvre des techniques de cultures, une utilisation adéquate des produits agricoles et des plans d'investissement et c) l'Unité de Financement Alternatif, qui possède un portefeuille de crédits pour le soutien à la production agricole d'entreprises sociales paysannes. Ce financement est offert par le biais de l'approvisionnement de semences, entrants et outils. Une partie des crédits sont

octroyés par l'intermédiaire de bons appelés Unités d'Échange Solidaire (UDIS).

- Le Restaurant «La Cocina de COMAL», outre le fait d'être le lieu où sont vendus des aliments peut être loué pour des événements et des réunions.
- Le Magasin «Centroamericana», fait la promotion de la commercialisation de produits solidaires des différents pays de la région.
- Le Centre de Formation ECOSOL, qui dispose d'un internat, d'alimentation et de salles de travail, ainsi que de personnel qualifié. Des formations sur la commercialisation, l'administration et la gestion organisationnelle, entre autres, y sont réalisées.
- Les Unités d'Échange Solidaires (UNIS). Ce sont des bons communautaires émis par le Réseau COMAL pour financer des activités de production de leurs membres. Comme la plupart des monnaies sociales, elles ne sont pas convertibles et de plus leur valeur repose sur les inventaires et la capacité financière du Réseau. Elles sont en général utilisées pour le paiement de formulaires, l'achat de



produits à des entreprises paysannes, l'octroi de prêts pour des fonds de roulement à des entreprises et des groupes de producteurs et pour le paiement services tels que la maçonnerie.

Les personnes, organisations ou entreprises qui reçoivent des UDIS peuvent les utiliser pour réaliser des achats dans le Réseau COMAL à travers les magasins communautaires affiliés et les Unités Régionales de Vente en Gros. Toutefois, de nombreuses personnes et activités dans les communautés acceptent déjà les UDIS. C'est pourquoi nous les appelons «bons communautaires».

Produits commercialisés par le Réseau

Parmi les produits les plus reconnus, nous trouvons entre autres, la panela granulée ECOCOMAL, produit 100% naturel extrait de la canne à sucre et certifiée par Biolatina, le Café ECOCOMAL, produit 100% naturel et le café organique COMUCAP produit par la Coopérative de Femmes Paysannes..

Les valeurs qui inspirent le Réseau

Les membres du Réseau (200 groupes affiliés) se sont mis d'accord sur la Mission suivante: «Le Réseau COMAL est une association qui intègre des entreprises sociales de producteurs, productrices et consommateurs et consommatrices, qui impulsés par la lutte et la dignité de l'être humain, développe des processus de formation, production, transformation et commercialisation sous les principes de l'économie solidaire en vue d'améliorer la qualité de vie des familles paysannes».

Quant à leur vision, de citer «Nous sommes une force intégratrice, engagée et consolidée, d'organisations économiques et sociales, qui contribue aux processus de transformation dans le pays et qui est le référent de l'économie solidaire au niveau national et international.

Les processus de formation, de production agro-industrielle et de commercialisation sont durables, réalisées avec soin, en harmonie avec la nature et sous les principes de justice, équité, solidarité et respect de l'être humain».

Dans ce cadre, les valeurs sur lesquelles ils se basent sont:

1. Nous valorisons davantage le travail et la participation que le capital.
2. Nous pratiquons la justice.
3. Nous respectons la vie et la nature.
4. Nous nous engageons à conserver la transparence économique.
5. Unis et unies, nous renforçons notre foi transformatrice.
6. Nous pratiquons l'honnêteté.
7. Nous commercialisons à un prix et un poids juste.
8. Nous pratiquons la solidarité.
9. Nous encourageons l'unité dans notre organisation, en reconnaissant la diversité du mouvement social et populaire.

10. Nous pratiquons des relations d'équité entre hommes et femmes.
C'est ainsi qu'ils comprennent l'économie solidaire comme la construction d'un modèle qui «implique l'échange des biens et de produits en réseau, l'unité d'organisations et d'espaces d'échange de produits et marchandises, la consommation de biens produits localement. Le tout dans le respect et l'harmonie avec la nature et les cultures, ce sont la coopération et le bien commun qui prédominent et non la concurrence, avec comme fin ultime, l'épanouissement de la personne humaine qui doit l'emporter sur tout ce qui empêche son auto-réalisation».

Témoignage de Faustino

Faustino López, Choluteca, Magasin Communautaire Nuevo Horizonte

«L'Économie Solidaire, c'est partager tous les aspects de la vie de la communauté». ●

Témoignage de Pablo

Pablo Vázquez, magasin Communautaire Estrellas en Action

«L'économie solidaire, c'est là où nous travaillons tous pour le bien-être de nos familles. Où nous produisons et récoltons pour le bien de tous. La solidarité pour nous est une formation, un apprentissage». ●

Témoignage de Cirilo

Cirilo George, Groupe Producteur de canne El Nuevo Despertar

«Si nous prenons le chemin de la solidarité, le moment arrivera où nous pourrons fabriquer, produire et consommer tout ce dont nous avons besoin. Je crois que la solidarité nous conduira à une vie meilleure dans les communautés. L'économie solidaire nous fait rompre les barrières qui nous réduisent à l'esclavage». ●

Impacts

Social

- ◆ Depuis 15 ans, nous travaillons en réseau pour réunir des organisations de producteurs et productrices ainsi que des consommateurs et consommatrices orientés par les valeurs d'une économie solidaire
- ◆ La formation est un pilier fondamental dans l'organisation, tout comme la production et la commercialisation: fondation de l'école ECOSOL
- ◆ Ils intègrent de nombreux réseaux régionaux et internationaux comme le RELACC

Économique

- ◆ Promotion de la souveraineté alimentaire en travaillant sur les différents niveaux de la production de produits tels que la canne, le café et le maïs, entre autres.
- ◆ Établissement d'une série de magasins communautaires pour faciliter le lien entre producteurs et consommateurs et consommatrices ainsi qu'un système de foires.
- ◆ Les Unités d'Echange Solidaires permettent l'accès aux semences, aux intrants et aux outils.
- ◆ 1.100 quintaux vendus de panela, 6.400 livres de café, 5.000 quintaux de semences de base outre les ventes de légumes, de produits d'artisanat, d'autres produits agroindustriels et de services (école de formation, salles pour conférences et restaurant). Ventes totales pour environ 1 million de dollars annuels.

Personnel

- ◆ Travail sur les valeurs solidaires dans un contexte où la violence et le mercantilisme essaient de s'imposer.
- ◆ Les familles parviennent à continuer à produire des aliments dans un contexte difficile

Environnement

- ◆ Les critères écologiques guident la production: production de légumes organiques; système de bonnes pratiques agricoles pour la canne à sucre; soutien à la production sans produits chimiques ni pesticides, etc.

Genre

- ◆ Des organisations constituées exclusivement par des productrices et des artisanes font partie réseau, ceci favorise l'autonomisation économique des femmes.
- ◆ Création de tables de travail sur le genre auxquelles ont participé activement quelques membres



[Amérique latine]

Faces de Brasil

Plateforme d'Organisations
pour un Commerce Équitable et Solidaire



Chiffres clés

- ✓ 1,7 million de travailleurs et travailleuses s'occupent d'entreprises d'économie solidaire
- ✓ 100 millions de dollars mobilisés annuellement

La République Fédérale du Brésil est un pays de plus de 190 millions d'habitants répartis sur une superficie de 8.547.400 km². Son vaste territoire comprend au moins 5 régions bien définies: la région amazonienne, avec une immense richesse en biodiversité et gisements de minéraux; le Nord-Ouest avec un climat semi-aride; le littoral avec des plantations de cacao et de café; le Sud-Est abrite les plus grandes villes et la région Sud, la zone la plus agricole et d'élevage.

Malgré les politiques de développement pratiquées depuis la première partie du XX^{ème} siècle, le décollage économique levier de la puissance mondiale souhaitée par ses élites montrait une autre facette aux dimensions sociales négligées. Ce phé-

nomène s'est aggravé avec les politiques économiques pratiquées durant la dictature militaire (1964-1983), avec une augmentation notoire de la dette extérieure et des indices de pauvreté auxquels le retour de la démocratie n'a pu apporter une solution. Les intenses mobilisations sociales sont une des caractéristiques de ces années-là, elles ont généré quelques changements d'orientation politique qui allaient dans le sens des revendications populaires. Ainsi, en 2001 Porto Alegre est élue comme la capitale du Forum Social Mondial (FSM). Un an après, l'ancien ouvrier de la métallurgie et leader syndicaliste Lula da Silva gagne les élections grâce au programme ambitieux «Fome Zero» (Faim Zéro).

L'origine de FACES

C'est dans ce contexte d'intense mobilisation sociale qu'a été créée en 2001, FACES DO BRASIL, la plateforme d'articulation nationale du commerce équitable et solidaire, réunissant des organisations et associations de producteurs et productrices, travailleurs et travailleuses, des organisations non gouvernementales et des partenaires gouvernementaux. Actuellement, le Conseil Politique de Faces do Brasil est constitué de 20 organisations, parmi lesquelles figurent les entités les plus représentatives de la production solidaire du Brésil (Unisol, Unicafes, ANTEAG, etc.), en plus des organisations comme Caritas, Instituto Marista de la Solidaridad, Vision Mundial, entre autres.

Faces do Brasil a la mission *d'encourager la mise en place du commerce équitable et solidaire, en tant qu'un instrument d'une économie inclusive, solidaire et durable.*

Action

Pour accomplir sa mission, la plateforme agit dans trois domaines:

- 1) **Articulation politique et institutionnelle.** Elle œuvre à l'élaboration de politiques publiques et de programmes, ainsi que à l'articulation avec d'autres mouvements sociaux. À remarquer dans ce sens l'action en matière de plaidoyer politique pour la création et la mise en œuvre du Système National de Commerce Équitable et Solidaire;

- 2) **Promotion du concept de commerce équitable, systématisation et production de connaissance.** Travail sur des projets et des initiatives de formation, de recherche et de communication, développés en collaboration avec les organisations membres de la plateforme; et
- 3) **Renforcement des chaînes de commercialisation et de consommation solidaires.** Par exemple, avec la création et diffusion de méthodologies, le soutien au développement de nouvelles expériences, la diffusion de bonnes pratiques, etc.

Le Brésil participe depuis de nombreuses années au mouvement international de commerce équitable. Il produit et exporte des produits comme le café, les noix de cajou, des vêtements, de l'artisanat, du jus d'orange, des jeux éducatifs et du cacao, entre autres produits, générant ainsi des bénéfices pour les groupes productifs qui ont eu accès à un marché privilégié, avec des prix et conditions plus intéressants.

En 2000, un processus de mise en œuvre collective de stratégies, concepts et procédures a été lancé, il vise à créer une identité brésilienne dans le mouvement international de Commerce Équitable (CE).

FACES conçoit donc le commerce équitable comme un *instrument*, faisant partie d'un projet politique, doté d'objectifs non seulement économiques, mais aussi de construc-



tion d'une nouvelle société et culture basées sur des principes de solidarité, coopération, égalité et démocratie.

En conséquence, le mouvement de CE au Brésil s'est proposé de relever les défis suivants:

- Intensifier la participation, le protagonisme et l'autonomie, en impliquant le plus grand nombre de personnes productrices et de travailleuses;
- Encourager la création d'une identité brésilienne, par le débat et les consensus concernant les principes et critères propres à sa réalité et culture;
- Développer le marché de consommation nationale, en travaillant sur la promotion et la diffusion du concept, principes, pratiques du commerce équitable et de la consommation responsable, ainsi que sur l'élargissement de l'accès des consommateurs et

consommatrices de différentes classes sociales aux produits du CE;

- Renforcer les nouvelles stratégies pour le développement local, par exemple à travers la création de chaînes et de réseaux solidaires, afin de garantir la transformation et l'ajout de valeur et en intégrant les différents maillons de la chaîne de production;
- Obtenir la reconnaissance de la société, de l'État et de la législation publique par le biais de la création d'un Système National de Commerce Équitable et de politiques publiques de soutien, conseil technique, crédit et achats publics, tout en définissant le commerce équitable comme un outil pour la promotion sociale et, notamment, pour le développement économique intégral, inclusif, durable et solidaire.

Dans un tel contexte, le commerce équitable est alors appelé au Brésil «Commerce Équita-

ble et Solidaire». Pour le mouvement du Brésil, le **Commerce Équitable et Solidaire (CES)** est défini comme «le flux commercial différencié, basé sur le respect de critères de justice et de solidarité dans les relations commerciales, avec pour résultat le protagonisme des Entreprises Economiques Solidaires (EES) par le biais de la participation active et de la reconnaissance de leur autonomie», soulignant dans ce sens un lien conceptuel et pratique entre le Commerce Équitable et l'Économie Solidaire.

Pour **FACES**, cette définition renforce la signification politique du commerce équitable, qui se veut être une proposition de transformation sociale et un instrument pour la construction d'un nouveau modèle de développement et d'économie, profondément démocratique, inclusif, durable, juste et solidaire. Suite à un processus participatif intense, 7 principes directeurs ont été accordés:

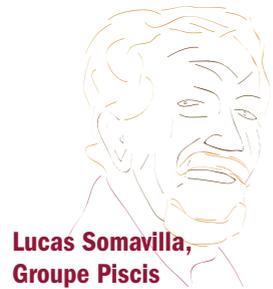
1. Renforcer la démocratie, l'autogestion, le respect de la liberté d'opinion, d'organisation et de l'identité culturelle;
2. Garantir les conditions justes de production et de travail, de valeur ajoutée et ainsi que l'équilibre et le respect au niveau des relations entre les divers acteurs;
3. Soutenir le développement local dans le sens de la durabilité;
4. Respecter l'environnement;
5. Respecter les droits des femmes, des enfants, des groupes ethniques et des travailleurs;
6. Garantir l'information aux consommateurs, travailler pour la transparence, le respect des droits des consommateurs et l'éducation pour la consommation responsable;
7. Stimuler l'intégration de tous les maillons de la chaîne de production».

Ce processus collectif est à l'origine de la base conceptuelle du Système National de Commerce Équitable y Solidaire (SCJS, signé en novembre de 2010 par le Président Lula puis instauré comme politique publique par décret présidentiel).

Ce système public est un ensemble de concepts, de principes, critères, acteurs et espaces de gestion et de contrôle social, regrou-

pés en une seule stratégie d'affirmation et de promotion du Commerce Équitable et Solidaire dans le pays. Le décret a donné naissance à la Commission Gestionnaire Nationale, composée de la société civile (initiatives de production, commercialisation et consommation) et du gouvernement (trois ministères du gouvernement fédéral).

Témoignage des membres d'entreprises solidaires à propos de la formation en commerce équitable:



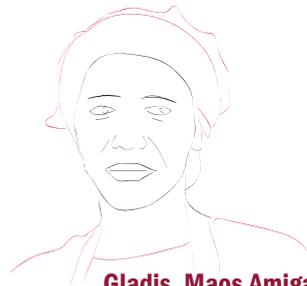
**Lucas Somavilla,
Groupe Piscis**

“Cette formation nous aide à consolider notre association et nos objectifs, avec une vision sur un développement collectif et d'amélioration de la qualité de la vie”. ●



Elenita, Coop Afro

“Nous partageons les connaissances. Nous nous enrichissons beaucoup. Nous avons eu une réponse pour une grande partie des doutes que nous avons. J'essaierai d'apporter au groupe ce dont nous avons discuté ici”. ●



Gladis, Maos Amigas¹

“J'ai appris qu'une nouvelle histoire était en train de naître, celle de la construction du commerce équitable et que nous le faisons tous ensemble. En deux mots, un nouveau monde peut arriver pour mes enfants et mes petits-enfants, ou mieux encore, pour toute la communauté”. ●

Social

- ◆ Constitution d'un réseau représentatif des organisations les plus importantes qui travaillent dans le domaine du commerce équitable.
- ◆ Des acteurs de la société civile et du gouvernement se mettent d'accord sur des politiques publiques pour le développement du commerce équitable et solidaire
- ◆ Mobilisation des producteurs et des productrices et des entités de soutien pour la construction des principes et méthodes grâce au consensus.
- ◆ Intégration de mouvements sociaux
- ◆ Création de systèmes participatifs de garanties
- ◆ Renforcer les marchés locaux avec une vision territoriale développement

Personnel

- ◆ Élargissement des relations
- ◆ Les travailleurs et les travailleuses bénéficient d'une formation spécifique en commerce équitable

Genre

- ◆ L'équité de genre est un des principes qui guident le commerce équitable et solidaire

Impacts

Économique

- ◆ Des initiatives collectives sont insérées dans une chaîne de commercialisation
- ◆ Création de réseaux pour améliorer l'efficacité économique (par exemple via les achats en groupe)
- ◆ Création de politiques d'achats publiques qui améliorent les revenus des producteurs et productrices

Environnement

- ◆ Les critères écologiques réglementent les principes et les mécanismes du Système National de Commerce Équitable et Solidaire



[L'Espagne]

Som Energia

La coopérative de consommation et de production d'énergie verte



Chiffres clés

- ✓ **150** était le nombre de membres au moment de sa fondation
- ✓ **2.579** est le nombre actuel de membres
- ✓ **800.000** euros de facturation sont attendus pour 2012.
- ✓ **150.000** kWh/an, c'est la prévision de la production pour 2012

Som Energia est une coopérative créée en 2010 par un groupe de personnes liées à l'Université de Gérone qui a éprouvé le besoin de réaliser une expérience collective de promotion d'un nouveau modèle énergétique, comme c'était en train de se passer dans d'autres pays.

Mais ce n'est qu'en 2011 qu'elle fonctionne pleinement comme une coopérative dont le but est d'atteindre les premiers objectifs fixés: devenir une entité de commercialisation d'électricité 100% renouvelable et démarrer les premiers projets propres de production d'énergie.

C'est ainsi par exemple, qu'en septembre 2011 démarre l'activité de commercialisation d'électricité verte certifiée.

Le modèle de coopérative

Som Energia est une coopérative de consommation, à but non lucratif, d'énergie verte dont les objectifs sont les suivants:

- Offrir de l'énergie 100% renouvelable, de proximité et au même prix que l'énergie «sale» à ses membres.
- Encourager l'augmentation de la génération d'énergie à partir de sources renouvelables en Espagne et le développement de nouvelles installations de production grâce à l'investissement des membres de la coopérative. Le premier projet d'énergies renouvelables de la coopérative a commencé à générer de l'électricité verte en mars 2012, grâce à une installation photovoltaïque de 100 kW sur des toitures de bâtiments industriels et pour l'année 2012, on prévoit la construction d'autres installations, toutes financées par les membres de la coopérative.

Ces projets de génération énergétique (photovoltaïque, éolienne, biogaz, biomasse, etc.) comportent des critères de développement du-



nable et local, éducatifs et ont une rentabilité économique juste pour toutes les parties impliquées.

Le but de la coopérative est de parvenir à une génération propre d'énergie renouvelable qui s'adapte à la consommation énergétique de tous les membres de la coopérative. C'est-à-dire, parvenir à ce que la quantité d'énergie générée soit à moyen-long terme égale à celle consommée par les membres de Som Energia.

- Encourager la réduction de la consommation énergétique de l'ensemble des membres à partir d'informations, de conseil et de la force du réseau social que forme la coopérative.
- Contribuer à la transformation du territoire en une zone plus durable et plus respectueuse de l'environnement, en pariant dans ce cas sur un changement de modèle énergétique, et en contribuant aussi à la création de nouveaux postes de travail sur le territoire en relation avec l'économie verte.

Selon ce qui est stipulé dans ses documents, parier sur une initiative ayant des caractéristiques basées sur le modèle d'entreprise coopérative est une manière de chercher à obtenir la participation des personnes au changement de modèle souhaité. En effet, c'est seulement

de cette façon que nous pourrions parvenir à compenser les forces existantes qui limitent le développement des énergies renouvelables pour privilégier des sources conventionnelles d'énergie.

De ce fait, les valeurs qui animent la coopérative sont:

- **L'implication des membres et leur ouverture à la participation:** les membres peuvent participer en apportant connaissance, argent, biens ou travail.
- **Transparence et contrôle démocratique:** tous les membres ont un droit de vote, indépendamment de leur contribution économique.
- **Participation financière de tous les membres:** les petites contributions de nombreux membres donnent le pouvoir financier et populaire pour promouvoir les projets.
- **Autonomie et indépendance:** établir des collaborations avec d'autres projets, mais toujours selon les critères de la coopérative.
- **Education et information:** promouvoir une nouvelle culture énergétique et l'acceptation de l'énergie renouvelable.
- **Collaborations avec d'autres coopératives:** encouragement de la coopération avec d'autres coopératives existantes, qu'elles appartiennent ou pas au secteur énergétique, pour atteindre des objectifs communs.

Le tout dans le cadre du principe de l'intercoopération.

- **Approche centrée sur la communauté locale:** promotion de postes de travail en rapport avec l'énergie renouvelable, ce qui contribue à la création d'une économie réellement durable.



Témoignage de Josep Prat

Bénévole depuis 2010

«Ce que je valorise le plus, c'est qu'à partir de mon travail de bénévole, je participe au développement d'un projet auquel je crois. Vivre

à travers l'expression des visages des gens la satisfaction de disposer d'une alternative au modèle actuel énergétique, qui semblait n'être basé que sur des instruments de multinationales dont les impacts sociaux et environnementaux sont importants».

Impacts

Social

- ◆ Plus de 2.500 membres s'unissent pour changer le modèle énergétique
- ◆ Pratique du principe d'intercoopération en s'articulant avec d'autres coopératives et organisations sociales

Personnel

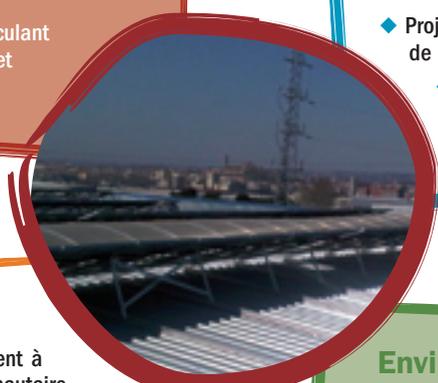
- ◆ Les familles accèdent à un service communautaire et durable

Économique

- ◆ Consommation de l'énergie renouvelable au même prix que l'énergie polluante
- ◆ Projets d'investissement pour plus de 1,5 million d'euros
 - ◆ Expansion commerciale du service à d'autres régions

Environnement

- ◆ Des centaines de foyers changent de source énergétique et reçoivent de l'énergie 100% renouvelable



[L'Espagne] Fiare Banque Éthique



Chiffres clés

- ✓ **29.000.000** euros, c'est le montant des dépôts souscrits
- ✓ **2.800.000** euros accumulés à la clôture du bilan de 2011
- ✓ **9.617.000** euros prêtés en 2011 à des projets socialement positifs
- ✓ **2.618** membres

Fiare est un projet de banque éthique qui réalise un travail d'intermédiation financière au service de la transformation sociale. Ce qui le caractérise, c'est le fait d'être un agent bancaire qui a des valeurs alternatives à celles qui dominent le secteur; de plus, il construit socialement un autre modèle de finances.

D'un point de vue social, FIARE est un projet qui regroupe de nombreuses organisations désireuses de construire une économie sociale et solidaire, où l'épargne des personnes et des organisations génèrent un système financier transparent et responsable. D'un point de vue bancaire, FIARE est l'agent exclusif de la Banca Popolare Etica, S. Coop (Italie), une des plus prestigieuses institutions de finances éthiques dans le monde qui sous la forme de coopérative agit comme une banque à tous les effets depuis plus de 20 ans, sans perdre pour autant ses caractéristiques d'absence de lucre, de démocratie et de participation.

Aujourd'hui, FIARE est en voie d'intégration avec la Banca Popolare Etica, afin de devenir une coopérative de crédit avec la Banca Popolare Etica, avec laquelle elle partage valeurs et principes.

FIARE s'appuie sur les idées suivantes:

- Les finances orientées éthiquement sont sensibles aux conséquences non économiques des actions économiques.
- Le crédit, sous toutes ses formes, est un droit humain.
- L'efficacité et la sobriété sont des composantes de la responsabilité éthique.
- Le bénéfice obtenu de la possession et de l'échange d'argent doit être la conséquence de l'activité orientée sur le bien commun et doit être distribué équitablement entre tous les sujets que interviennent dans sa réalisation.
- La maximale transparence de toutes les opérations est la condition fondamentale de toute activité de finances éthiques.



- On favorisera la participation à la prise de décisions de l'entreprise, non seulement aux membres, mais aussi aux épargnants.
- L'institution qui accepte les principes des Finances Éthiques oriente l'ensemble de son activité à partir de ces critères.

L'activité bancaire

Avant de pouvoir réaliser toutes les fonctions propres d'une entité bancaire, FIARE a démarré ses activités en se concentrant sur les fonctions essentielles du modèle: recevoir de l'épargne responsable afin d'investir dans des projets viables du point de vu social, environnemental et économique.

Concernant les dépôts, Fiare les accepte de n'importe quelle personne ou entité légalement constituée, la seule condition étant que le dépositaire signe une déclaration dans laquelle il manifeste qu'il s'identifie aux principes qui inspirent le projet Fiare. Le contrat de dépôt peut être formalisé dans les bureaux de FIARE, sur

présentation du document national d'identité dans le cas de personnes physiques. Pour ce qui est des personnes juridiques, elles doivent présenter le numéro d'identification fiscale, les actes de constitution et de pouvoirs et le document national d'identité des fondé/es de pouvoir.

Par ailleurs, le dépositaire pourra indiquer ses préférences sur la destination de son épargne et choisir parmi des projets sociaux, de coopération, de qualité de vie ou environnementaux.

Quant à ses modalités, FIARE offre deux lignes de prêts: personnel et hypothécaire.

La participation de la base sociale

Les membres jouent un rôle clé dans la diffusion du projet. Actuellement, il existe un réseau de 300 organisations qui ont assumé un rôle de membres promoteurs et collaborateurs du projet et grâce à qui FIARE s'étend et s'enracine dans la société.



Le rôle des personnes au niveau individuel est tout aussi important étant donné qu'aujourd'hui, le projet compte plus d'une centaine de personnes sur l'ensemble du territoire espagnol. Elles se réunissent périodiquement, à titre personnel ou au nom d'une organisation membre, pour

diffuser et augmenter le capital social, à travers de discussions, présentations, présence à des foires, etc. En tant qu'entité de finances éthiques, le rôle de sensibilisation est essentiel et c'est un de ses axes de transformation sociale.

Témoignage de Sergi

Bénévole, 28 ans

«En tant que membres bénévoles, nous nous réunissons chaque mois et nous préparons des actions et des activités de sensibilisation dans notre ville. Si nous organisons un séminaire, les rencontres sont alors plus fréquentes. Nous participons aussi à des foires et des salons d'entités où nous organisons des séances d'information sur le projet Fiare.

Ce que je valorise le plus, c'est l'envie de changer les choses à partir du développement d'alternatives constructives». ●

Impacts

Social

- ◆ De nombreuses organisations et réseaux de la société civile confluent en constituant des alliances stratégiques pour consolider le projet d'une banque éthique
- ◆ Vaste extension territoriale avec un accent mis sur la participation
- ◆ Des dizaines d'initiatives d'économie solidaire, entreprises sociales, projets de coopération internationale et entreprises dédiées à la gestion environnementale reçoivent un soutien économique.

Économique

- ◆ Près de 30 millions d'euros ont été générés comme une épargne accumulée tout au long de ces années de fonctionnement
- ◆ Un volume de financement de 17 millions d'euros est destiné à plus de 130 projets d'utilité sociale avec une grande transparence.

Personnel

- ◆ 2500 personnes peuvent donner une destination juste et responsable à leur épargne
- ◆ Divers mécanismes encouragent la participation des personnes et des institutions



Environnement

- ◆ Les projets financés sont évalués en tenant compte des dimensions environnementales

Genre

- ◆ L'égalité de genre est considérée comme un élément déterminant pour l'évaluation des projets devant être financés

Site web officiel:

www.proyectofiare.com/web/

[L'Espagne]

IDEAS S.C.A.

Initiatives d'Économie Alternative et Solidaire,
Société Coopérative Andalouse



Chiffres clés

- ✓ **1.000** produits de commerce équitable offerts par IDEAS à ses consommateurs responsables
- ✓ **45** groupes en Asie, Afrique et Amérique latine travaillent directement ou indirectement avec l'organisation.
- ✓ **1.000** représentants d'administrations publiques et entreprises fournisseurs formés en matière d'achats publics éthiques et responsables.
- ✓ **98%** du financement canalisé par le biais d'initiatives de finances

IDEAS est une Organisation de Commerce Équitable créée il y a plus de 20 ans. Son siège central se trouve à Cordoue mais elle possède des bureaux à Barcelone, en Estrémadure et à Madrid. Sa mission est de transformer l'environnement économique et social pour construire un monde plus juste et durable, en développant des initiatives de Commerce Équitable, d'Économie Solidaire et de Consommation Responsable, aussi bien au niveau local qu'international.

IDEAS a été la première entité espagnole qui a développé le Commerce Équitable avec des organisations du Sud (Afrique, Amérique

latine et Asie) par le biais de programmes de coopération, d'assistance technique, d'importation, de distribution et de vente d'aliments et de produits artisanaux.

IDEAS cherche donc à renforcer la capacité critique des citoyens et citoyennes, des entreprises et institutions publiques quant à leur droit de consommer consciemment. Ainsi, l'organisation réalise de nombreuses activités de consultance, d'éducation et de mobilisation sociale; elle développe aussi des outils de financement éthique pour favoriser des modèles de Consommation Responsable et d'Économie Solidaire.



IDEAS est une coopérative à but non lucratif composée de 10 membres et de 5 employés. Elle est inscrite comme une ONGD à l'AECID (Agence Espagnole de Coopération Internationale pour el Développement). Elle est membre de WFTO (Organisation Mondiale de Commerce Équitable), membre fondateur de la CECJ (Coordinadora Estatal de Comercio Justo), membre fondateur de REAS (Réseau d'Economie Alternative et Solidaire) et de FIARE (banque éthique). À ce sujet, il faut souligner que 98% du financement d'IDEAS est canalisé à travers le système de finances éthiques.

Lignes d'action

■ **Commerce Équitable.** IDEAS dispose d'une collection de plus de 1.000 produits d'alimentation, boissons, artisanat, textile, bijouterie fantaisie, compléments, papeterie, cosmétiques, etc. qui sont re-

nouvelés à chaque saison. L'organisation développe en particulier la ligne Bio&Justo pour offrir aux consommateurs et consommatrices des produits de qualité optimale, avec une responsabilité sociale et environnementale.

Pour cela, elle compte sur une équipe de conseillers qui offre une attention personnalisée à chaque organisation ou entité désireuse d'acquiescer des produits de Commerce Équitable, la plupart étant des magasins de commerce équitable. Elle possède aussi depuis 2011 un magasin virtuel (www.comerciojustoideas.com)

■ **Sensibilisation.** IDEAS développe une partie fondamentale de son travail en formant et éduquant en matière de Commerce Équitable et de Consommation Responsable au moyen de campagnes de sensibilisation, de cours de formation et d'activités éducatives.



■ **Consultance.** IDEAS réalise de nombreuses activités de recherche et consultation. Parmi ces actions, il faut souligner la coordination pour l'état espagnol des programmes européens «Achat Public Éthique (APE)» et «Achat Entreprise Responsable (AER)» dont l'objectif est de conseiller les administrations publiques et le secteur des entreprises pour intégrer des critères éthiques et écologiques dans leurs achats afin de faciliter leur participation en tant qu'agents de développement.

■ **Coopération au développement.** IDEAS apporte son assistance technique pour développer de nouveaux produits et améliorer la qualité de ceux-ci grâce à des ateliers et des cours de formation dans le Sud. Elle réalise aussi des activités de diffusion et d'éducation en matière de commerce équitable, comme des campagnes de sensibili-

sation sur la situation du commerce mondial et son impact sur les communautés les plus vulnérables.

■ **Finances éthiques.** Des initiatives telles que le Prêt Solidaire d'IDEAS ont été créées. Elles introduisent des valeurs éthiques dans les finances, elles soutiennent et renforcent des projets d'économie solidaire et elles offrent des garanties sociales et environnementales. De plus, IDEAS est membre-fondateur de Fiare Sur.

Il faut également souligner l'exécution d'autres projets qui sont menés par d'autres organisations, comme celui de Tourisme Responsable dans la région méditerranéenne.



Témoignage de Mercedes García de Vinuesa

Membre depuis 13 ans

«Ce que je valorise le plus d'IDEAS, c'est son objectif social, parce que tu sais que tout ton travail a une fin sociale collective non lucrative, que tu travailles pour offrir un débouché à de nombreux artisans et paysans qui essaient de vivre dignement. Aussi le fait de pouvoir participer à la prise de décisions de l'organisation, le travail en équipe dans des organes avec des structures horizontales, puisque IDEAS est une coopérative /.../

Le Commerce Équitable et l'Économie Solidaire sont une façon d'être dans le monde, d'être en relation avec le reste des individus et des produits en termes d'équité et de respect, tout en valorisant ainsi d'autres facteurs et en ne considérant pas le prix comme une variable unique.

Le Commerce Équitable, c'est vendre, réaliser des transactions, en termes de dialogue et de transparence, en veillant à ce que le prix couvre au moins les coûts de production, à ce qu'il n'y ait pas d'exploitation infantile ou de genre, et ce, tout en respectant l'environnement.

La Consommation Responsable, c'est répondre aux besoins de base de l'être humain et non pas aux besoins hédonistes, temporaires et égocentriques auxquels la société de consommation nous a fait croire. Parce que c'est comme si nous méprisons le produit et nous ne nous rappelions pas qu'au départ, quelqu'un a dû le fabriquer». ●

Impacts

Social

- ◆ 20.000 producteurs et productrices d'Afrique, Asie et Amérique latine bénéficient du travail réalisé grâce aux divers programmes de commerce équitable et de coopération internationale.
- ◆ 6 villes espagnoles ont réussi à être reconnues pour leurs conduites responsables en matière de commerce équitable
- ◆ Création de conscience au niveau des administrations publiques par rapport à leurs politiques d'achats
- ◆ De nouveaux produits sont incorporés avec une valeur sociale ajoutée
- ◆ Important travail en réseau au niveau national et international

Économique

- ◆ Deux millions d'euros de recettes annuelles
- ◆ 90% des ventes réalisées dans les magasins de Commerce Équitable
- ◆ 98% de la source de financement provient des finances éthiques
- ◆ Disposer d'un système propre de finances éthiques

Personnel

- ◆ Structure participative de l'organisation
- ◆ Forte implication personnelle dans l'objectif de la coopérative



Environnement

- ◆ Les produits incorporent les dimensions environnementales, comme la ligne commercialisée dont le nom de la marque est Bio&Justo

Genre

- ◆ En travaillant dans le cadre des principes du commerce équitable, l'équité de genre est renforcée dans les expériences avec lesquelles une relation directe ou indirecte est maintenue.

Conclusions

Qu'ont en commun les expériences présentées ? Que partagent ces exemples malgré les différents contextes où ils ont été créés et développés ? Et quoi qu'il en soit, qu'est-ce qui justifie leur apparition dans une publication dont le but est de montrer comment une autre économie est encore possible dans le contexte d'une forte mondialisation capitaliste ? Essayons de répondre à ces questions.

UN AUTRE TYPE D'ENTREPRISES

Commençons par ce qui est à notre sens le problème majeur de l'activité entrepreneuriale telle qu'elle est conçue actuellement par une grande partie du monde de l'enseignement, ainsi que par la plupart des économistes et gérants d'entreprises guidés par les paradigmes les plus habituels et qui génère tant de conséquences depuis le déclenchement de la récente crise économique mondiale. Nous faisons référence au fait qu'il est souvent supposé qu'en tant qu'individus, nous nous comportons de manière froide, rationnelle, calculatrice et égoïste dans toutes nos relations sociales, y compris dans les relations économiques. Sous ce paradigme de ce qu'on appelle à tort « homo-oeconomicus »,⁷ un type d'entreprise particulier a été constitué, il s'agit de l'entreprise capitaliste qui cherche à maximiser ses profits. Selon les partisans de ces formules dominantes : si chacun d'entre nous se comporte de manière égoïste sera profitable pour l'économie dans son ensemble, et ce sera également profitable pour le marché et les individus qui y participent si les en-

treprises guident leurs affaires en cherchant à atteindre la rentabilité maximale. Dans ce schéma, profondément erroné, l'argument éthique n'a pas de place. Et il n'y a pas de place pour celui qui reste en marge, exclus, déplacé, délaissé par les propres mécanismes économiques qui génèrent de la richesse mais qui ne la répartissent pas. Par conséquent, la pauvreté devient un obstacle pour le développement des entreprises ; le chômage est vu comme une bonne formule qui permet d'obtenir une force de travail pour un salaire de misère ; on ne s'occupe de la préservation de l'environnement que si elle constitue une niche commerciale. Le marché se transforme en jungle et les entreprises doivent se comporter comme des animaux sauvages où le plus fort et le plus malin dévore les autres.

Cette vision de l'économie et des affaires fait néanmoins partie d'un discours dont les failles commencent déjà à apparaître. Les nouvelles cultures économiques se sont également frayées un chemin et ont proposé des alternatives viables. Il est vrai qu'elles l'ont fait au moyen d'un nouveau discours chargé d'espoir, mais aussi et en grande partie au moyen d'un ensemble de pratiques qui, dans les faits, démontrent que **l'entreprise n'est pas seulement une organisation qui cherche à rentabiliser le capital** avec lequel elle démarre, qui engage le reste des acteurs et où il y a un agent décideur et un agent exécuter différent. En fait, **l'entreprise peut aussi être une organisation démocratique**, elle peut être une organisation basée sur le travail, qui poursuit un bien so-

cial, qui affiche sa réussite dans le cadre de certains principes et valeurs. Et c'est justement ce qu'ont en commun les 15 expériences analysées. Autrement dit, il s'agit d'exemples qui démontrent le besoin d'identifier un modèle d'entreprises solidaires, pour le distinguer du modèle d'entreprises capitalistes.

Notons qu'aucune des expériences présentées n'a été constituée à des fins de maximisation des profits. Dans l'histoire de chacune d'elles, nous trouvons des raisons d'ordre social ou environnemental, un ensemble de principes, quelques idées-forces ayant une projection sociale qui définit à l'action entrepreneuriale. On essaie de répondre à un problème social et l'organisation de l'entreprise est construite à cette fin. C'est ainsi, par exemple, que **Le Grafeh** a été constitué, pour proposer une solution sociale et environnementale au problème des sachets en plastique; El Salinerito a été fondé pour générer un processus de développement inclusif dans une localité submergée par la pauvreté; **Fiare** est née pour donner une solution éthique au problème du financement.

PARTICIPATION ET DÉMOCRATIE

Si nous poursuivons avec les différences existant par rapport au modèle dominant d'entreprise, nous pouvons dire qu'aucune des expériences présentées ne se caractérise par le fait de se constituer sur la base du capital. **Celles-ci brisent habituellement la division classique entre décideurs et exécuteurs** en ce qui concerne les relations du travail. Il s'agit avant tout d'entreprises basées sur la solidarité de leurs intégrants qui **recherchent une participation optimale**, soit par les formules coopératives classiques ou par d'autres formules juridiques qui permettent aussi une participation égalitaire et démocratique. C'est ainsi par exemple, que **RESOPP** au Sénégal a réussi à réunir des milliers de familles productrices dans un système participatif; **le système national de commerce**

équitable et solidaire a été construit au Brésil grâce à un travail participatif intense dans les quatre coins du pays ; Landare, quant à elle, fait participer sa base sociale non seulement aux tâches de gestion mais aussi aux tâches de travail bénévole comme moyen pour parvenir à une plus grande implication.

IMPACTS POSITIFS

Ce sont des entreprises fières de leurs réussites sociales avant de l'être des réussites comptables. Ces dernières sont fondamentales pour garantir leur continuité sur le marché, mais elles ne guident pas leur travail. C'est pour cette raison que nous avons décidé d'inclure à la fin de chaque cas, un tableau résumant leurs réussites dans divers domaines. C'est ainsi par exemple, que l'économie solidaire démontre agir avec une force singulière en matière **d'équité de genre**, offrant plus d'opportunités aux femmes dans les contextes socioculturels où prédomine encore certaine culture machiste. Le cas **Gone Rural**, comme des entrepreneurs qui produisent revenus stables pour des femmes artisans et qui au même temps canalisent le 30% des revenus pour des programmes éducatifs et de santé, n'est un exemple. Des luttes sociales comme Antonia à Asarbolsem (Bolivie) ou Haoua au **Grafeh** (Burkina Faso), se multiplient par milliers. Cela confirme que l'inégalité de genre, aussi bien caractéristique de l'économie capitaliste qu'étatique, est ouvertement menacée dans l'économie populaire solidaire, celle-ci s'inspirant des principes d'équité. Il en est de même pour les dimensions environnementales. Dans ces moments si critiques concernant les phénomènes tels que le changement climatique, la désertification ou les niveaux élevés de pollution de l'environnement, l'économie solidaire démontre qu'elle agit de manière précise et concrète. Des contributions pro-

⁷ Si par « homo-oeconomicus », on entend une « rationalité humaine économique », nous devrions donc conclure que celle-ci peut s'avérer égoïste ou solidaire, individualiste ou communautaire. C'est-à-dire, le domaine de ce qui est économique ne doit pas être réduit à la simple recherche de lucre ou bénéfice personnel. Pour en savoir plus sur le concept de l'économie dans un paradigme plus intégral Cfr. Guerra, Pablo: Socioeconomía de la Solidaridad, Montevideo, Nordan, 2002.

ductives des **Cuisines Collectives du Mali**, en passant par les étapes pour produire du coton écologique en Argentine ou les efforts de **Som Energia** pour que des milliers de foyers aient accès à l'énergie renouvelable, nous observons une présence essentielle de ces dimensions environnementales. Il ne s'agit plus d'une simple mode au style de diverses stratégies de marketing d'autre type d'entreprises, mais d'un réel engagement pour faire de notre monde un monde meilleur. L'Économie Solidaire constitue en effet une alternative à ce modèle de croissance qui, soit ne s'interroge pas sur les conséquences sur l'environnement, soit prétend les minimiser en s'appuyant sur l'argument de certain *ag-gionarmento* à l'égard des modes des entreprises actuelles.

C'est dans l'entrecroisement des variables sociales et environnementales que nous remarquons une grande contribution de ces formats d'entreprises lorsque de nouvelles technologies sociales sont appliquées pour résoudre au niveau de l'entreprise et de la communauté diverses problématiques, en innovant dans les propositions, produits, processus ou procédures. Précisément, une des caractéristiques les plus notoires de l'Économie Solidaire est l'innovation dans l'application de ce type de technologies donnant lieu par exemple, à des processus de réutilisation de déchets urbains ; à la création de produits et de services nouveaux ; à l'activation socioéconomique de secteurs exclus ou vulnérables ; à la génération de mécanismes qui revalorisent des cultures et des connaissances populaire et autochtones ; à la production, la manufacture et la commercialisation de biens qui ont une valeur ajoutée socio-environnementale etc. En bref, l'Économie Solidaire crée une technologie sociale sûrement appropriée avec beaucoup plus de dynamisme par rapport aux autres secteurs de

l'économie. Ce sont de nouvelles organisations qui généralement ne répondent pas aux vieux paradigmes de la production, mais qui sont actives dans la recherche de solutions collectives pour ces nouveaux grands problèmes de la société.

TRAVAIL EN RÉSEAU

Les enseignements qu'on peut tirer de ces exemples se multiplient. Par exemple, l'importance qu'a le travail en réseau pour augmenter les bons résultats, conjuguer les efforts et partager les ressources. L'Économie Solidaire est un projet collectif de changement situé dans le cadre d'un contexte économique – entrepreneurial où dominant d'autres valeurs. Cela oblige à l'intercoopération et à la création de circuits solidaires. Par exemple, l'expérience de commerce équitable au Brésil ne s'explique que dans le cadre d'un mouvement d'Économie Solidaire plus large qui lui sert de fondement et lui apporte des acteurs économiques. L'expérience du Réseau Comal est justement un produit de croissance dans le réseau, identifiant des acteurs potentiels pour étendre le projet collectif. La croissance rapide de **FIARE** en Espagne, qui coïncide avec la crise du système financier dans le monde, ne peut être comprise que par la volonté d'unir des institutions et des organisations du secteur solidaire, dans une logique à la fois inclusive et fédérative, ce qui lui permet son extension mais qui se fait en même temps avec un fort enracinement territorial. À d'autres niveaux, les liens Nord-Sud apparaissent aussi dans les expériences (par exemple, le travail d'**IDEAS** qui stimule le commerce équitable avec diverses coopératives du Sud ou de la CTS qui conjugue les efforts entre l'Italie et l'Argentine), ceci génère d'intéressants tissus de solidarité. Le rôle des campagnes, que ce soit pour remettre en cause certaines prati-

ques commerciales ou pour encourager la consommation responsable, ou coopérer à certaines causes nobles, font aussi partie de cette économie solidaire.

LES PERSONNES COMME PRIORITÉ

Comme nous avons pu le constater, il s'agit d'initiatives qui se centrent sur la personne plutôt que sur le capital. Si nous nous arrêtons sur l'analyse de leurs plans stratégiques, nous rencontrerons toujours la présence de cette centralité de l'individu, il s'agit d'un des aspects doctrinaux fondamentaux de l'Économie Solidaire. À travers les témoignages recueillis, on peut se rendre compte de l'impact des différentes expériences sur les travailleuses et les travailleurs. À la différence des entreprises capitalistes qui mentionnent dans leur Missions et Visions les aspects se référant aux gains qu'attendent les actionnaires, dans l'Économie Solidaire le protagonisme est donné aux valeurs comme l'inclusion sociale, la protection de l'environnement, le droit au travail ou le développement de secteurs vulnérables, entre autres. Ce sont des aspects de référence éthique qui combinés à certains modèles participatifs de gestion donnent lieu à des expériences qui se veulent réellement alternatives même d'un point de vue de micro-économie et que finissent par motiver spécialement les travailleurs et travailleuses impliqués.

ORIGINES

Concernant les moments de sa fondation, nous avons vu dans le premier chapitre comment des expériences voient le jour, motivées par la force de conviction alors que d'autres naissent poussées par la force du besoin. En analysant les expériences recueillies ici, nous pouvons observer une présence dominante de l'aspect de la con-

viction, autrement dit, des expériences pensées dès le départ pour mettre en pratique des valeurs alternatives. Le **Fonds Afrique**, par exemple, a été créé pour canaliser les valeurs solidaires sur le plan de la coopération financière. L'aspect de besoin est néanmoins aussi présent dans quelques-unes des expériences. Asarbolsem en Bolivie a par exemple été créé pour offrir une solution en matière de travail à une population exclue. Sa structure participative et de valeurs est née par la suite, à mesure que l'organisation s'est développée. Les entreprises récupérées qui composent la CTS en Argentine sont un cas semblable : elles n'ont pas été créées pour mettre en pratique les valeurs de la coopération, mais elles sont le résultat d'une énorme crise qui a mis les travailleurs entre le marteau et l'enclume : soit ils autogéraient l'entreprise, soit ils alimentaient la masse de chômeurs. Les cas analysés en Espagne, plus stimulés du point de vue de consommation que de celui de la production, s'orientent davantage vers l'aspect de la conviction. Cette plus grande activation économique en matière de consommation, plus typique du cas européen, contraste avec les expériences africaines et latino-américaines, plus actives sur le plan de la production. Ceci démontre l'importance par exemple, de mettre en pratique des expériences productives plus importantes dans le Nord et des pratiques de consommation responsables plus importantes dans le Sud. Cependant, n'oublions pas les cas comme le Réseau Koopera, à fort ancrage productif (Espagne) et FACES (Brésil) mettant fortement l'accent sur la consommation responsable.

Analysons quelques caractéristiques des initiatives sélectionnées dans le tableau – résumé suivant:

AFRIQUE

Organisation	Motivation	Principal Instrument	Modèle de Gestion
Wojjo Kandeye – Cuisines Collectives du Mali Mali	Améliorer les conditions de vie et d'alimentation des femmes	Cuisines Collectives / utilisation de produits locaux	Association Civile qui complète ses actions avec une Coopérative de Travail
Le GAFREH Burkina Faso	Recyclage de bolsas de plástico y promoción de la mujer en la economía local	Système de récupération de sachets et transformation en artisanat	Association de Femmes Artisanas
Fonds Afrique. Siège en France, au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, au Congo Brazzaville et au Sénégal.	Solidarité Financière Internationale	Fonds d'Épargne	Réseau entre Coopérative Garrigue, association Tech-Dev et initiatives sociales
Gone Rural. Swaziland	Améliorer la qualité de vie des paysans	Coopératives Rurales	Union de Coopératives avec diverses instances participatives
RESSOP Sénégal	Améliorer la qualité de vie des paysans	Coopératives Rurales	Union de Coopératives avec diverses instances participatives

AMÉRIQUE LATINE

Organisation	Motivation	Principal Instrument	Modèle de Gestion
RÉSEAU COMAL Honduras	Améliorer la qualité de vie des paysans par le biais de l'Économie Solidaire	Réseau de formation, production et commercialisation	Association d'Organisations de Petits Producteurs
FACES Brasil Brésil	Promouvoir et renforcer le Commerce Équitable au Brésil	Système National de Commerce Équitable comme politique publique	Plateforme d'entités de Commerce Équitable et Économie Solidaire

ESPAGNE

Organisation	Motivation	Principal Instrument	Modèle de Gestion
SOM Energía Catalogne	Fournir de l'électricité verte 100% renouvelable aux foyers	Coopérative de consommateurs	Coopérative avec des commissions de travail actives
IDEAS S.C.A. Andalousie	Développer le Commerce Équitable, l'Économie Solidaire et la consommation responsable	Programmes de Commercialisation, sensibilisation et plaidoyer	Coopérative qui fait partie de plusieurs réseaux de travail au niveau national et international
FIARE État Espagnol	La transformation sociale à travers une Banque Éthique	Banque Éthique offrant tous les services financiers solidaires	Réseau de personnes et d'organisations. Membres territoriaux indépendants et auto-organisés selon leurs besoins.

Comme on peut le constater, au niveau des motivations tout comme à celui des instruments et modèles de gestion, ces diverses expériences prouvent que d'autres formes d'entreprises sont possibles et qu'une autre économie est elle aussi possible.

DÉFIS

Ici, toutefois nous jugeons opportun d'éclaircir deux points. Le premier étant le fait que ces expériences et d'autres expériences de l'Économie Solidaire s'inspirent de valeurs élevées ne constitue pas nécessairement une garantie de leur succès. Ce sont des unités économiques qui devront démontrer à leurs membres et au marché qu'elles sont efficaces dans l'atteinte de leurs objectifs. Même si pour cette publication, nous avons décidé de présenter des cas qui pour la plupart démontrent depuis un certain temps leur efficacité (sociale et environnementale, ainsi qu'économique). Il existe certainement une longue liste de cas qui n'ont pas été couronnés de succès dans l'Économie Solidaire ou qui fonctionnent encore de manière très précaire. Les raisons peuvent être diverses : entreprises qui ne sont pas parvenues à consolider un groupe humain solidaire et coopérant, d'autres qui n'ont pas réussi à développer un bon plan d'affaires, certaines qui n'ont pas pu se montrer compétitives face aux règles du jeu pensées pour l'entrepreneur capitaliste, d'autres qui ont échoué car elles n'ont pas été en mesure de solutionner de façon participatives leurs différences internes, celles qui n'ont pas offert de produits ou services différenciés en raisons du manque de sources financières, etc. Nous voyons donc que des raisons commerciales,

stratégiques, financières, de gestion ou simplement humaines peuvent mettre un terme à de beaux projets d'entreprises associatives et solidaires. C'est en fait ce qui peut arriver avec n'importe quel type d'initiative économique, quelle que soit son orientation.

Second point à éclaircir : l'Économie Solidaire parviendra à contribuer au changement social si elle réussit à ce que les instruments, valeurs et rationalités qui opèrent au **niveau microéconomique** soient aussi transférés au niveau macroéconomique et y compris à la définition du modèle de développement auquel nous aspirons dans nos pays. Si les états ne disposent pas de politiques qui tendent à la solidarité économique, ce que pourront faire les organisations d'un point de vue micro et méso-économique sera toujours relatif. De **solides politiques publiques** qui discriminent positivement les économies solidaires sont nécessaires, mais elles doivent de plus impulser la justice distributive, favoriser le développement endogène, réguler l'activité des grandes corporations, changer le paradigme de l'exploitation primaire par un production durable supérieure et avec une valeur ajoutée, favoriser les investissements en technologies appropriées, afficher la décroissance dans certains domaines productifs et la croissance dans d'autres, éduquer à la consommation responsable et promouvoir la démocratie dans toutes ses manifestations. Des **règlementations au niveau international** seront, elles aussi, nécessaires afin de favoriser les échanges basés sur des systèmes financiers solidaires, de punir les transactions spéculatives et de permettre une plus grande intégration régionale grâce aux chaînes de production du secteur solidaire.

Autrement dit, le vrai changement social et économique qu'exigent les temps actuels, doit être généré à partir d'en bas et en se basant sur les expériences qui démontrent déjà que ce changement n'est pas un simple discours. Toutefois, il doit évoluer vers des dimensions plus complexes. Les capacités d'incidence des expériences locales restent très limitées à cause du cadre de politiques et de projets de développement qui répondent à un regard différent, par exemple, aux regards d'exclusion, de concentration du pouvoir et d'exploitation de l'environnement. Il faudra avancer dans ce sens, vers un **modèle de développement inclusif, fondé sur une démocratie, durable socialement et écologiquement**. Nous devons être attentifs, par exemple, à ce qui se passe avec les grandes discussions mondiales, régionales et nationales sur le commerce, la coopération internationale, le blanchiment d'argent, l'intégration économique, le rôle des devises, la régulation et la fiscalité, les politiques de relance économique, le changement climatique, l'inégalité croissante.

Rien de tout cela ne sera sans doute réellement transformateur si on ne travaille que les dimensions économiques, car dans le fonds, il existe des problèmes culturels qui expliquent les comportements socioéconomiques. L'économie est le résultat de pratiques reposant avant tout sur les plans sociaux et culturels, sur des pratiques qu'il nous faudra reconstruire peu à peu avec un sens plus communautaire.

Le défi est considérable. Les changements doivent avoir lieu à tous les niveaux possi-

bles étant donné que la crise est systémique. Ces regards des quatre coins du monde pour une autre économie ont dans ce sens un rôle actif et clé à jouer avec beaucoup d'autres regards. Et comme le dit Hélder Câmara,

“Lorsque tu rêves seul, ce n'est qu'un rêve ; lorsque tu rêves avec d'autres personnes, c'est le début de la réalité”.

Bibliographie

- ATKearney (2009): *The Shifting Geography of Offshoring*, Chicago, en <http://www.atkearney.com/index.php/Publications/global-services-location-index-gsli-2009-report.html> (Récupéré en mars 2012).
- Beck, U. (1998): *¿Qué es la globalización? Falacias al globalismo, respuestas a la globalización*, Barcelona, Paidós.
- Bezerra, J. (2001): “Políticas económicas, ideológicas y dimensión Geocultural”, París, Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme et Alianza por un mundo responsable, plural y solidario.
- Castells, M. (1998): *La era de la información: Economía, Sociedad y Cultura*, Madrid, Alianza.
- Chonchol, J. (1996): “Globalización y neocolonialismo”, Reflexión y Liberación, Santiago de Chile, en <http://www.servicioskoinonia.org/relat/184.htm> (Récupéré en février 2011).
- Ciriac (2000): *Economía Social y empleo en Europa*, Madrid, Ciriac España.
- Comune di Roma (2004): “Cosa è l'altra economia”, Roma.
- Coriat, B. (1997): *Los desafíos de la competitividad*, Bs. As., UBA.
- GRUPO DE LISBOA (1996): *Los límites a la competitividad. Cómo se debe gestionar la Aldea Global*, UNQui/Sudamericana, Buenos Aires.
- FBES (2009): “Carta de Principios”, en http://www.fbes.org.br/index.php?option=com_content&task=view&id=63&Itemid=60. (Récupéré en mai 2010).
- Guerra, P. (2002) *Socioeconomía de la Solidaridad*, Montevideo, Nordan.
- Guerra, P. (2000) *Haciendo la Calle*, Montevideo, Nordan.
- Hinkelammert, F. (1998): *El grito del sujeto*, Costa Rica. DEI.
- Husson, M. (2011): “¿Crisis de las finanzas o crisis del capitalismo?”, en <http://hussonnet.free.fr/denknesp.pdf> (Récupéré en février 2012)
- Razeto, L. Et al (1990): *Las Organizaciones Económicas Populares 1973 - 1990*, Santiago, PET, troisième édition revue.
- SETEM (2011): “De un comercio esclavo a un comercio justo”, Revista N. 20, décembre 2011.
- Suppan, S. (2008): “Especulación en las bolsas de materias primas. Riesgos a la seguridad alimentaria y a la agricultura”, IATP, en <http://www.iatp.org/iatp/publications.cfm?accountID=451&refID=104414> (Récupéré en avril 2012).
- Tribunal Permanente de los Pueblos (2010): “La Unión Europea y las ETN en América Latina”, Madrid, en http://www.enlazandoalternativas.org/IMG/pdf/TPP-verdict_es.pdf (Recuperado en Marzo de 2012)
- Vitali, S. Glattfelder, B. and Battiston, S. (2011): “The network of global corporate control”, en http://arxiv.org/PS_cache/arxiv/pdf/1107/1107.5728v2.pdf (Récupéré en février 2012).
- Zubero, I. (2001): “Entre la globalización económica y el nacionalismo político: el espacio de una nueva sociedad civil mundial, en Pérez Adán (comp): *Las Terceras Vías*, Madrid, Ediciones Internacionales Universitarias.

À propos de SETEM

SETEM est une fédération regroupant **10 ONG de solidarité internationale** créée en 1968. Elle concentre son travail indépendant sur la conscientisation de notre société aux inégalités dans le monde, sur la dénonciation des causes de ces dernières et sur la promotion des **transformations sociales, individuelles et collectives pour parvenir à un monde plus juste et solidaire.**

Nos domaines d'action sont:

- La **sensibilisation** et la **formation** au travers de cours, voyages, ateliers, publications et campagnes.
- La **promotion d'alternatives**, telles que le Commerce Équitable et l'Économie Sociale et Solidaire, au moyen de campagnes, programmes spécialisés et vente de produits.
- La **solidarité avec des organisations du Sud** par le biais d'échanges et d'activités de coopération.

SETEM fait partie de l'entité Coordinatrice d'ONG pour le Développement d'Espagne (CONGDE), de la Coordinadora Estatal de Comercio Justo (CECJ), des réseaux BankTrack, Clean Clothes Campaign et du Réseau Economie Alternative et Solidaire (REAS).

Setem **Amarante**
T 981 584 713 central@amarantesetem.org

Setem **Andalucía**
T 958 81 89 38 andalucia@setem.org

Setem **Aragón**
T 976 44 07 65 aragon@setem.org

Setem **Catalunya**
T 93 441 53 35 catalunya@setem.org

Setem **Comunitat Valenciana**
T 96 315 35 05 setemcv@setem.org

Setem **Extremadura**
T 622468220 setemex@pangea.org

Setem **Hego Haizea**
T 945 12 07 46 euskadi@setem.org

Setem **MCM**
T 91 549 91 28 madrid@setem.org

Setem **Nafarroa**
T 948 27 57 20 nafarroa@setem.org

Setem **Rioja**
T 941 24 58 01 rioja@setem.org

www.setem.org



Ne pensons pas qu'une nouvelle économie différente de la capitaliste est possible. En fait, elle existe déjà: il s'agit de l'Économie Sociale et Solidaire. Cette économie ne cherche pas à faire des bénéfices à tout prix, elle cherche plutôt par ses pratiques à satisfaire des besoins. Au lieu de s'organiser de manière autoritaire autour de la propriété du capital, elle s'organise de manière démocratique et elle considère le travail humain comme son élément central.

Regards globaux **pour une autre économie**

Dans le contexte actuel de crise du système, de coupes sociales, de déprédation de l'environnement et d'exploitation humaine, il nous semble tout particulièrement utile et important de montrer qu'il existe beaucoup d'autres manières de gérer la société et l'environnement. Le changement est en train de se produire et c'est grâce à nous. Nous comptons sur vous pour y participer.

Avec le soutien de:

